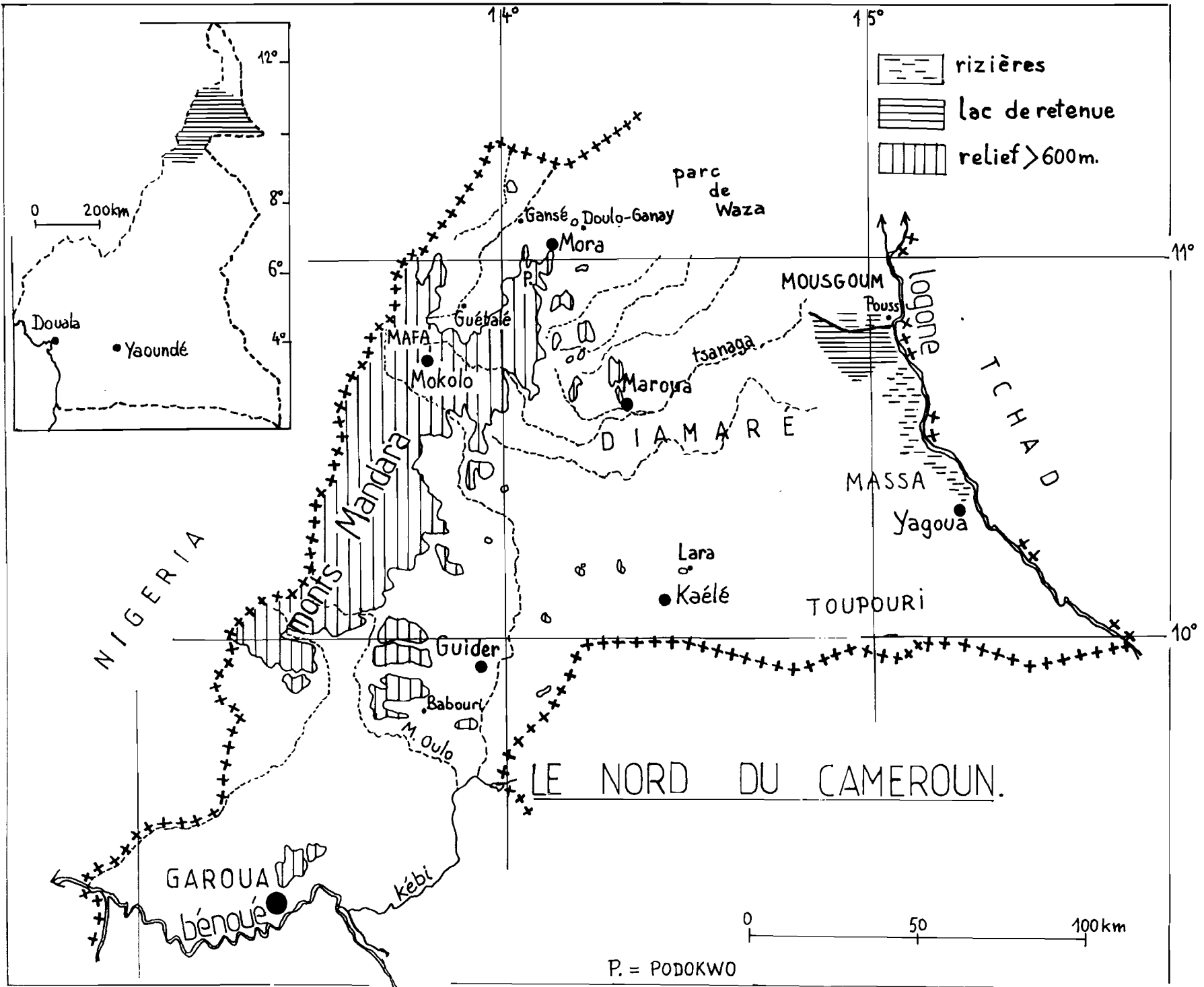


AMIRA N° 42

UNE HISTOIRE REGIONALE DU DEVELOPPEMENT RURAL :
LE NORD DU CAMEROUN

JEAN BOUTRAIS

SEPTEMBRE 1982



Avant-Propos

Le texte qu'on va lire ne porte pas, à proprement parler, sur les méthodes et les techniques d'investigation, mais plutôt sur le cadre et l'objet même des recherches qu'il faut pratiquer lorsqu'on s'intéresse au développement rural.

C'est le cadre régional, palier nécessaire entre les approches micro-économique et globale, qui se trouve éclairé par les réflexions de J. BOUTRAIS. Non pas de manière abstraite, mais par le biais efficace d'une étude de cas montrant concrètement ce qu'est une région d'Afrique, quelles interventions on y a pratiquées, quels processus s'y développent en moyenne et longue période.

On voit alors se dessiner un mouvement historique ambigu, dont on peut se demander s'il a favorisé l'intégration de la région étudiée, ou s'il ne tend pas, au contraire, à marginaliser certaines zones (la montagne) ou certains groupes (les éleveurs et les pêcheurs).

Les politiques suivies posent des problèmes cruciaux, entre autres celui de l'intensification, de ses conditions, de ses modalités, de ses conséquences. La question est traitée d'abord à propos du coton, dont une société d'intervention a cherché à augmenter les rendements pour compenser un manque à gagner causé par la stagnation des prix. Elle est évoquée aussi à propos du riz, dont les rendements ont progressé vers la fin des années 70 de façon plus que proportionnelle à l'accroissement des inputs de travail, mais toutefois sans compenser l'augmentation des charges monétaires. Ainsi la question essentielle de la productivité du travail se trouve-t-elle, à très juste titre, désignée à l'attention des statisticiens, des analystes et des chercheurs.

Loin de s'enfermer dans une étude strictement restreinte à la région choisie, J. BOUTRAIS note une divergence intéressante entre le point de vue camerounais, très favorable aux grands périmètres hydro-agricoles, et l'accord assez général qui se manifeste ailleurs sur les avantages des petits périmètres. Il s'étonne aussi que les plaines inondables du Logone n'aient pas vu se développer des cultures de décrue analogues à celles qu'on observe dans la Vallée du Sénégal ou dans le delta intérieur du Niger.

La succession d'interventions décrites par J. BOUTRAIS montre bien comment s'enchaînent, dans un espace nettement caractérisé, les transformations complexes qui composent ensemble ce qu'on appelle le développement rural et régional. Elles illustrent, du même coup, la nécessité d'utiliser plusieurs disciplines -unifiées par la perspective géographique et historique- pour restituer et interpréter la dynamique étudiée.

Ph. COUTY

L'analyse du développement rural est difficilement dissociable de son contexte historique. Les "projets" et les "opérations" de développement assument l'héritage de situations antérieures souvent engendrées par de précédentes interventions. Ils y puisent parfois une justification, guère compréhensible autrement ; ils en répètent parfois aussi la logique, de manière intentionnelle ou inconsciente.

Les interventions en faveur du développement ne s'appliquent pas à un espace neutre ou inerte. Elles s'insèrent de façon plus ou moins harmonieuse dans un cadre régional, maintiennent un équilibre entre diverses possibilités ou bien s'appuient délibérément sur un atout en négligeant d'autres virtualités. Renforcement d'une cohésion spatiale ou création de distorsions et de déséquilibres ne peuvent être appréhendés par une analyse ponctuelle ou dénuée de référence à l'espace. Le cadre régional permet le mieux d'apprécier les effets concrets d'une ou de différentes politiques de développement.

Ces remarques liminaires, aussi évidentes soient-elles, n'étaient pas toujours admises il y a seulement quelques années. A présent, elles sont mieux partagées. Les analyses d'opérations rurales en termes uniquement techniques et financiers ne suffisent plus. Une évaluation qui corresponde mieux à leur vécu par les populations exige de les replacer dans un déroulement historique et dans une situation spatiale. Mais quel contexte retenir ?

La région, en tant qu'espace privilégié de relation entre les populations rurales et leurs activités, apparaît le cadre le plus significatif pour appréhender les multiples changements qui, cumulés, engendrent un processus de développement rural. Il est possible que cet espace devienne rapidement trop étri-qué et que le cadre national impose déjà, dans certains pays, sa rationalité. Néanmoins, la logique des changements et leurs implications se saisissent encore souvent, en Afrique Noire, à l'échelle régionale. Le Nord du Cameroun en fournit un exemple éloquent.

1- UNE METHODE REGIONALE ET HISTORIQUE

La méthode consiste à mettre en rapport des changements avec leur espace régional et à en restituer les antécédents historiques. Tout d'abord, de quelle région s'agit-il ?

Le Nord du Cameroun dont il est question ne correspond pas à toute la province du même nom mais seulement à une petite portion. Le cadre spatial retenu n'est donc pas une division administrative mais une entité géographique. Elle se définit essentiellement par l'intensité de son peuplement. Les cartes de population au Cameroun mettent toujours cette région en évidence comme l'un des modèles de fortes densités du pays. Elles excèdent presque partout 30 habitants/km² et atteignent localement, dans quelques massifs, plus de 250 habitants/km², chez les Mafa et les Podokwo.

Dans un triangle équilatéral, ayant à peine 250 km de côté, s'entassent plus d'1.400.000 habitants dont près des trois-quarts (73 %) sont des ruraux (recensement de 1976). Le développement rural n'implique pas seulement ici la majorité de la population comme c'est presque toujours le cas en Afrique tropicale. Plus qu'ailleurs, il décide du devenir de grandes masses rurales dont les foules grouillantes des marchés illustrent le poids, la diversité et, très souvent, la pauvreté.

Si la densité du peuplement fait l'unité de la région, d'autres données géographiques comme le relief, les sols, les groupes humains et les civilisations différencient autant de petits "pays" ayant chacun une forte personnalité.

Celui des monts Mandara est l'un des plus originaux. L'aménagement intégral des versants montagneux en escaliers de terrasses spectaculaires, l'intensité des systèmes de culture et la densité de l'occupation humaine s'expriment par les paysages les plus humanisés de l'Afrique soudanienne. Certes, à partir de ce modèle, des nuances s'interposent entre massifs. L'ensemble constitue le pays des "Kirdi", des "Païens", des "Paléonigritiques", toutes expressions plus ou moins péjoratives qui ne rendent pas justice de leur civilisation agraire. On les appellera donc simplement des montagnards, bien qu'ils le soient de manière inégale.

En contrebas des monts Mandara s'étendent les plaines centrales, encore parsemées de massifs-îles puis ouvertes vers le bassin tchadien. Des vagues d'envahisseurs, marqués par l'Islam, ont plus ou moins assujéti les autochtones, dispersés ou acculés au pied des "inselberg". Dans l'organisation du peuplement, celle des sociétés et du pouvoir, les plaines gardent l'empreinte des royaumes et des principautés du siècle dernier. Elles sont le pays des Peul, anciens nomades guerriers devenus agro-pasteurs et citadins mais les autochtones des plaines les côtoient presque partout.

Les plaines centrales passent par transitions à la vallée du Logone à l'est et à celle de la Bénoué au sud. Par son ampleur et par l'originalité du peuplement, la vallée du Logone s'individualise le plus fortement. Les populations de la Bénoué furent disloquées et dispersées par les coups de boutoir de la conquête peul tandis que celles du Logone y résistèrent. Leur organisation sociale et politique, leur refus de l'Islam rangent encore ces populations parmi les "Kirdi", les "Païens". Mais leur civilisation agraire ne s'identifie pas tout à fait à celle des montagnards. Ce sont les "gens des marécages", plaines et cuvettes régulièrement inondées, ou les "gens du fleuve", l'entassement de la population suivant le ruban de ses berges vers le nord. Bons agriculteurs, ils sont en même temps éleveurs ou pêcheurs.

La région s'articule ainsi sur une double ligne de contact entre des populations se rattachant à des civilisations différentes. Chaque "pays" s'attache à une unité naturelle bien définie. Elle a servi de support à l'affirmation de fortes identités humaines.

Mais les lignes de clivage ont progressivement perdu de leur étanchéité. Anciennes lignes de confrontation, matérialisées par le vide de "no man's lands", elles sont devenues zones d'expansion agricole et lieux de fixation de marchés de contact. Autrefois écartelée, compartimentée, la région se soude par des échanges, des déplacements de population et par l'influence des villes, disposées en un réseau hiérarchisé.

Des caractéristiques géographiques convergentes moulent une indéniable identité régionale entre Bénoué et Waza. Elle tire aussi ses racines d'une histoire commune, marquée par l'irruption des Peul et leur choc avec les autres populations. Contrairement à d'autres régions plus méridionales où les autochtones

s'effondrèrent, la plupart des populations de celle-ci résistèrent farouchement aux Peul. Les clivages et les tensions entre "monde peul" et "païen" devinrent le long dénominateur commun à la région. Un mode de contact entre civilisations différentes a donc assuré également un fondement historique à la région.

Le développement rural se compose d'une série de changements qui affectent une réalité géographique et historique. Selon quelles modalités ? Contribuent-ils à renforcer l'identité régionale en gommant d'anciennes inégalités et déséquilibres économiques ou des oppositions humaines ? Les petits "pays" qui constituent les éléments de la région ont-ils bénéficié de ces changements de manière équitable ?

Le point de départ de la démarche a consisté en une étude ponctuelle d'un périmètre de colonisation agricole. Des montagnards étaient "invités" à quitter leur massif pour venir s'installer dans un véritable lotissement agricole préparé, à leur intention, juste au pied de la montagne. L'opération, lancée avec des moyens importants et selon un programme rigoureux, était pourtant loin d'aboutir aux résultats escomptés.

L'analyse du périmètre a révélé quelques contenus expliquant l'attitude des montagnards à son égard : armature de l'opération et mode de fonctionnement, inégalités du support pédologique et naturel offert aux nouvelles exploitations. Mais l'interprétation des résultats obtenus dans le périmètre risquait de rester incomplète sans l'appui de points de repère qui lui soient extérieurs.

De ponctuelle, l'enquête de terrain s'est donc étalée dans l'espace pour appréhender autant que possible tous les déplacements des montagnards. Une telle étude systématique s'est insérée d'elle-même dans un cadre régional : elle a parcouru l'une des lignes de clivage de la région, en débordant d'un côté puis de l'autre, pour en mesurer l'étanchéité ou, au contraire, les indices récents de perméabilité.

Le déploiement de l'enquête a permis de vérifier la validité de plusieurs facteurs dont l'incidence varie d'un massif à l'autre ou d'une plaine à l'autre. Dès lors, quelques corrélations deviennent évidentes. Elles aboutissent à une explication plus globale du mécanisme des migrations vers les plaines. Leur

fonctionnement renvoie à une logique spécifique aux systèmes d'agriculture montagnarde en zone soudanienne. Ce contexte, une fois élucidé, sert de référence pour élargir l'évaluation des résultats obtenus dans le périmètre étudié initialement.

Une opération de développement rural décidée de l'extérieur perturbe le fonctionnement normal de l'espace pour en imposer un autre, artificiel et parfois éphémère. A la limite, il n'est pas possible d'en rendre compte sans se référer à la logique géographique du système dans lequel l'opération s'insère brutalement.

D'un autre côté, le périmètre de colonisation agricole était porteur d'une autre logique, celle des "décideurs". Il marquait une étape dans une suite d'interventions destinées à modifier l'économie traditionnelle d'une région.

Cette dimension temporelle était perceptible dès l'enquête dans le périmètre : moins d'une décennie après sa création, il ne fonctionnait déjà plus selon les principes qui avaient présidé à son organisation. Une page était en train d'être tournée. Une conception nouvelle des interventions en milieu rural succédait et prenait le contre-pied de celle qui avait prévalu quelques années auparavant.

Comment celle-ci s'était-elle imposée elle-même ? Avec sa rationalité surprenante, marquait-elle le développement logique d'une formule plus embryonnaire mais moins artificielle ? Sa raison était-elle à rechercher, au contraire, dans l'échec de tentatives différentes ? Une recherche historique du développement rural s'imposait pour comprendre l'existence même de l'opération en cours d'étude.

Autant cette exigence d'une histoire des interventions rurales dans la région devenait légitime, autant il s'avérait difficile de la mener à bien. Les documents, même peu anciens, font souvent défaut.

Les rapports d'activité, les bilans, les compte-rendus des opérations relèvent de services techniques. Pour la majorité des responsables, ils ne participent pas à l'histoire d'une région, circonscrite à ses événements politiques. Ces rapports sont rarement archivés et conservés, notamment s'ils concernent une opération qui a échoué. Des documents subsistent au hasard, offrant quelques jalons pour reconstituer une succession des interventions. Mais leur contenu est

d'ordre surtout technique et financier. Les objectifs à long terme d'une opération et sa méthode sont rarement exprimés de manière explicite. Tout un travail d'interprétation et d'élucidation du contexte est donc à entreprendre.

Cette reconstitution historique peut cependant s'appuyer sur d'autres témoignages que les documents écrits. Les couvertures de photographies aériennes, assez régulières depuis la seconde guerre mondiale, en disent parfois plus long sur une opération agricole que des rapports qui biaisent toujours la réalité dans un sens favorable à celui qui en a la charge.

D'autre part, des témoignages concrets d'anciennes opérations subsistent parfois dans le paysage. Mais si elles sont reprises par de nouvelles interventions, celles-ci les remodèlent et effacent leurs traces. Si elles sont abandonnées, leur héritage disparaît rapidement dans le réseau des pistes. Il subsiste un peu plus longtemps dans l'organisation des terroirs et dans le parcellaire. Il se maintient encore mieux dans les plantations d'arbres, à condition qu'elles ne soient pas isolées dans les savanes et menacées par les feux de brousse.

En fait, il ne s'agit pas de faire une description détaillée de chaque opération, prise l'une après l'autre, mais plutôt de cerner l'évolution des politiques de développement rural appliquées dans la région. Cette évolution ne ressort toutefois qu'au terme de l'assemblage du passé de chaque périmètre ou opération agricoles. Des périodes apparaissent alors décisives par les choix qui y furent effectués. Ce ne sont pas nécessairement les mêmes d'une région à l'autre.

Une évolution dans les principes d'intervention à l'égard d'une production peut être décelée, identique, vis-à-vis d'une autre ; elles expriment alors un changement de politique agricole. Le simple pointage de la localisation des opérations, à différentes périodes, met aussi en évidence une ou des politiques de développement rural vis-à-vis de l'espace régional.

En ce sens, les dimensions régionale et historique se confortent mutuellement dans l'analyse du développement rural. La cohérence d'une opération ponctuelle ou d'une intervention plus diluée dans l'espace ne ressort pleinement

que située par rapport à des précédents. D'un autre côté, une reconstitution historique n'est guère significative si elle se limite à un espace restreint. Elle ne découvre une ou des logiques géographiques, donc des politiques, que comparée à d'autres situations, par un élargissement du champ d'observation, au moins au niveau régional.

Cela ne signifie pas que l'approche du développement rural à l'échelle régionale se suffise entièrement à elle-même. Elle renvoie, certes, à des centres de décision nationaux ou aux mécanismes économiques du marché mondial. Cependant, ces données interfèrent de manière uniforme dans le processus du développement. S'il ne dépendait uniquement que d'elles, son espace serait standardisé et monotone. Les tensions, les déséquilibres et les rugosités qui caractérisent les espaces ruraux en cours de développement ne seraient pas compréhensibles.

2- UN AVANTAGE AGRAIRE ANCIEN DES MONTAGNES

L'originalité de la région comprise entre Garoua et Waza apparaît déjà sur une carte bio-climatique de l'Afrique à petite échelle.

La disposition zonale des climats et des couverts végétaux s'y décale nettement. A la faveur des monts Mandara, le milieu soudanien s'étend vers le nord aux dépens du Sahel. Mais tout de suite à l'est des monts Mandara, les conditions sahéliennes l'emportent dans les plaines du Diamaré jusqu'au mayo Kébi. De ces deux extensions successives résulte une ondulation en latitude du passage d'un milieu à l'autre. Son amplitude excède 150 kilomètres.

Les conséquences agronomiques d'un milieu un peu plus humide en montagne et un peu plus sec en plaine sont souvent sous-estimées. Elles se manifestent pourtant chaque année par un écart dans le temps du début de la période agricole, à un moment décisif pour la plupart des cultures.

L'opposition entre les monts Mandara et les plaines voisines ne se réduit pas à la divergence de leur contexte bio-climatique. Elle s'exprime d'abord par l'adoption de techniques différentes de mise en valeur des terres.

Malgré l'altitude absolue tout à fait moyenne des montagnes, leur mise en culture permanente nécessite une maîtrise de l'espace par le biais d'un contrôle de la pente et de l'eau. L'efficacité de la technique d'aménagement des pentes en terrasses est reconnue pour enrayer l'érosion sur des montagnes qui subissent des pluies brèves mais violentes. A une stabilisation réussie des sols, épaissis par un remblayage manuel, il convient d'ajouter l'infiltration forcée des eaux sur place.

La pénétration et le maintien de l'eau dans le réseau cristallin fait éclater et pourrir les granites. L'imprégnation des diaclases profondes compense en partie la minceur de la couche d'altération pour la constitution de réserves d'eau. Les montagnes ne disposent pas de grandes nappes phréatiques mais l'eau suinte en de multiples endroits, sous la couche altérée et à partir des cassures de la roche saine.

Sans terrasses, la montagne, décapée de sa pellicule altérée, serait probablement asséchée dès la fin des pluies. Ses caractères soudaniens ne se manifesteraient plus que partiellement. L'aménagement du milieu montagnard permet donc de prolonger les effets bénéfiques liés au relief pendant au moins une partie de la saison sèche.

Les sols fragiles de montagne sont légers et, même encombrés de cailloux, se révèlent relativement faciles à pénétrer et à retourner à la houe. N'est-ce pas un facteur agronomique décisif pour la fixation d'anciennes civilisations agraires ?

L'épierrage des sols à la main allait de pair avec l'édification des murs de soutènement des terrasses. Les sols friables développés sur arênes, entre les rochers, conviennent à un travail à la houe, minutieux mais relativement peu pénible. Cependant, l'usure rapide des outils nécessite la disposition de fer travaillé par des forgerons.

Contrairement aux plaines, les montagnes livrent en saison sèche d'abondants sables noirs ferrugineux dans les lits de torrents. Tous les montagnards recueillaient autrefois ce minerai et savaient le fondre dans des hauts fourneaux. Ils approvisionnaient aussi les plaines voisines en barres ou en boules de fer. Il est vraisemblable que l'équipement des montagnards en outils était autrefois supérieur à celui des cultivateurs de plaine. L'usage agricole du fer compléta les autres techniques de maîtrise du milieu et facilita sans doute la mise en valeur intégrale des montagnes.

Les études de terroirs et celles de génétique végétale ont mis en lumière l'extraordinaire variété des types de sorghos cultivés dans les monts Mandara. Ils s'avèrent toujours bien adaptés aux conditions locales et seraient très anciens. Une variété génétique comparable ne se retrouve qu'au sud des plaines, chez les Toupouri et les Massa. Ce seraient les deux foyers d'origine et de diversification des sorghos dans la région. Contrairement à une opinion selon laquelle les populations vivaient repliées sur elles-mêmes, des emprunts de variétés de sorghos se produisaient d'une ethnie à l'autre.

L'intérêt agricole des montagnes provenait aussi de ce qu'elles ignorent un fléau souvent sous-estimé : les termites. Ils ne s'attaquent pas

seulement aux habitations mais également aux récoltes et aux semences. En période de semis, si les sols de plaine s'assèchent temporairement, les semences sont mangées. Devant cette menace, les cultivateurs de plaine doivent retarder leurs semis alors que les montagnards sèment dès les premières pluies.

L'insécurité des plaines ne fut pas la seule raison de leur faible attrait pour les anciennes populations de cultivateurs. Leurs sols argileux, certes riches du point de vue chimique, se révélaient difficiles si ce n'est impossibles à cultiver. Les anciens habitants permanents, aussi bien le long de la Bénoué et du Kébi qu'au nord de Mora, se localisèrent à proximité ou sur des sols sableux de terrasses et d'anciennes dunes, plus aisément cultivables que les sols argileux d'alluvions. Le tassement de l'habitat en certains de ces sites privilégiés traduisait sans doute la nécessité de réserver la plus grande partie des sols sableux légers aux cultures.

A mesure que le peuplement des plaines se densifiait, les aires cultivées débordaient vers les sols argileux. Mais ceux-ci, durcis, sont incultivables à la houe en saison sèche. Il faut attendre que les premières pluies les aient humidifiés. Même alors, leur compacité a conduit les cultivateurs de plaine à adopter une houe à angle serré avec le manche, très différente de la houe à angle presque droit des montagnards.

La houe de plaine présente aussi une lame plus large. Tenue horizontalement, elle permet de sectionner une plaque de sol et d'herbes mais son maniement est pénible. Elle astreint à une position plus courbée que les houes des montagnards. Ces dernières pénètrent plus profondément dans le sol et ameublissent un horizon plus épais.

Le risque d'engorgement en eau de certains sols de plaine exige l'adoption de la technique du billonnage. Des cultivateurs, par exemple les Toupouri, ont mis au point une houe spéciale dans ce but, sorte de houe à versoir. Cependant, même avec cet instrument, la confection des billons est un travail lent et pénible.

La technique du mil repiqué ne fut introduite que tardivement, sans doute avec l'arrivée des Foulbé.

Il s'agit d'une technique assez délicate et tout à fait différente de celles appliquées aux mils sous pluie, non seulement par l'opération du repiquage mais aussi par les outils employés, de gros pieux-plantoirs.

Les Toupouri connaissaient depuis longtemps la technique du repiquage, peut-être mise au point par un remplacement de plus en plus tardif des plants défailants de saison des pluies. La méthode, devenue systématique, s'applique maintenant à une variété de mil spéciale. Mais il ne s'agit encore que d'un repiquage hâtif sur des sols détremés et imbibés d'eau sans être inondés. Il est effectué à la houe et non au pieu. Toutefois, le sol est simplement nettoyé de végétation et non sarclé, ce qui représente déjà une nouveauté.

Les Toupouri ne cultivaient pas les dépressions inondables avant l'arrivée des Foulbé. Ceux-ci importèrent la technique du mil repiqué tardif qu'ils avaient connue dans les plaines du Bornou. Cette technique est tellement originale qu'elle ne se diffusa guère auprès des autres cultivateurs dont certains la refusaient énergiquement. Elle fut longtemps cantonnée aux plaines argileuses voisines des peuplements importants de Foulbé, de Mandara ou de Bornouan (1).

Les autres cultivateurs de plaines disposaient de techniques et de variétés de sorghos mises au point par leurs ancêtres. Le contexte de conflits permanents entre les deux groupes de populations n'étaient pas non plus favorables à un emprunt agricole. Mais ce n'était pas la seule raison.

L'absence de sarclage a sans doute conduit les cultivateurs à la houe à mépriser cette nouvelle culture. Pour eux, il s'agissait à peine d'une culture au vrai sens du terme puisqu'elle n'impliquait pas un véritable travail du sol.

Les dégâts occasionnés par les oiseaux mange-mil et les invasions de criquets entravèrent aussi l'extension de cette céréale et la mise en culture des plaines inondables.

(1) Il est curieux de constater comment une population, d'abord pastorale, introduisit une nouvelle technique culturale en même temps qu'elle se sédentarisait et s'engageait dans les activités agricoles.

La croissance du mil repiqué correspond aux derniers vols de sauterelles et à l'éclosion des criquets qui dévastèrent la région il y a quelques décennies : il en a fréquemment souffert. Par contre, le sorgho pluvial arrivait habituellement au stade de la récolte au moment des invasions de criquets : les dégâts ont toujours été moindres. De même, ceux des oiseaux mange-mil sont d'autant plus à craindre que les récoltes de céréales sont plus tardives. Quand le déboisement des plaines n'est pas encore intégral, comme au nord du cordon sableux, la surveillance du mil repiqué, arrivé à maturité, devient une tâche continuelle.

Pour ces raisons, la diffusion du mil repiqué dans les plaines fut assez lente jusqu'à ces dernières décennies, marquées au contraire par son adoption soudaine.

Les Toupouri furent les seuls à l'emprunter assez vite aux Foulbé. Leur connaissance d'une technique et d'une variété intermédiaires favorisa sans doute cet emprunt. De plus, les cuvettes argileuses sont nombreuses dans leur contrée. Mais leurs voisins Massa refusaient le "mil des Foulbé", bien que leurs plaines s'y prêtent encore mieux. Ils ne l'adoptèrent récemment que par l'intermédiaire des Toupouri et à l'instigation de l'administration.

Le mil repiqué, introduit par des envahisseurs, portait la marque d'une autre civilisation agraire. Or la religion des ancêtres imprègne profondément la culture des mils. Cette connotation a longtemps restreint la diffusion d'une céréale et d'une technique pourtant bien adaptées aux sols argileux des plaines. Réciproquement, ses progrès récents ne tiennent pas seulement à l'instauration de nouveaux systèmes de culture mais aussi à l'adoption en cours du modèle de civilisation peul. Par le biais de conventions alimentaires, elle aboutit à déprécier certains mils au profit du mil repiqué. De plus, l'islamisation désacralise les activités agricoles, notamment la valeur religieuse attachée aux plantes cultivées.

Finalement, le contexte historique de l'occupation des plaines s'est conjugué avec les particularités de leur milieu naturel pour en retarder la mise en valeur. D'autres plantes, pourtant aussi bien adaptées à l'inondation saisonnière, n'ont pas connu l'extension tardive du mil repiqué.

Le mil flottant des Massa et des Mousgoum est toujours resté à l'état de curiosité. Le riz était cultivé plus au nord et connu par les Mousgoum et les

Massa mais non cultivé. Ils cueillaient seulement le riz sauvage en période de disette.

Il a fallu l'intervention d'un organisme d'encadrement pour amener ces paysans, progressivement et non sans mal, à cultiver du riz inondé. Mais la lourdeur et la compacité des sols en saison sèche ne permettent pas d'utiliser la houe, pas même la charrue attelée. Ce sont des tracteurs à chenilles traînant de larges charrues à disques qui se chargent des labours de rizières avant le repiquage. La culture du riz dépend donc de l'intervention d'une technologie lourde importée. De ce point de vue, elle est bien plus étrangère aux paysans que ne l'est celle du coton. Sans parc de tracteurs, les riziculteurs, laissés à eux-mêmes, abandonneraient à brève échéance leurs rizières modernes.

Ce dernier exemple démontre comment la mise en valeur des plaines, et surtout des plaines inondables, ne s'est produite que de manière tardive. Parfois, elle n'est pas le fait des cultivateurs eux-mêmes mais d'initiatives extérieures. Au contraire, celle des montagnes fut entièrement autonome, grâce à la mise au point, par les montagnards, d'un ensemble de techniques appropriées.

La maîtrise des plaines inondables a supposé la mise en place de digues, de pompes et, plus récemment, d'un grand barrage. Elle échappe entièrement aux paysans, autant du point de vue des techniques que des initiatives agricoles. Il est étonnant que, placés dans des conditions similaires à celles du delta intérieur du Niger et de la Vallée du Sénégal, les paysans des plaines du Logone n'aient pas mis au point des cultures de décrue qui, à défaut de la maîtriser, auraient au moins tiré parti de l'inondation saisonnière. La grande réussite agraire des anciens cultivateurs est à découvrir dans les montagnes plutôt que dans les plaines.

A présent, la plupart des géographes admettent que le peuplement dense n'est pas un désavantage mais une nécessité vitale pour l'agriculture montagnarde. De multiples exemples des conséquences d'un faible peuplement montagnard le démontrent abondamment, surtout au sud des monts Mandara. Les plus forts entassements humains en montagne ne sont pas d'abord la conséquence d'un refoulement historique ; ils expriment la mise en valeur la plus achevée de la montagne, aboutissement d'une logique de contrôle intégral des pentes.

Les conséquences de cette découverte des géographes sont radicales pour l'orientation du développement rural. Il ne s'agit plus de vider en priorité les montagnes de leur population mais, au contraire, d'engager une promotion économique des montagnards qui en maintienne le plus grand nombre possible sur place.

3- UNE EXIGENCE TARDIVE DE DEVELOPPEMENT RURAL

Une comparaison historique du développement avec le Nord du Nigeria serait plutôt défavorable au Nord du Cameroun, même en tenant compte des dimensions inégales. L'écart est évident pour la croissance urbaine et l'équipement, par exemple en moyens de transport, mais il se manifeste aussi dans le développement rural. Malgré des efforts récents, le retard est ancien ; il était peut-être encore plus accusé dans les années cinquante.

Pour le comprendre, il faut faire intervenir le changement d'administrations coloniales, s'opposant à la continuité de la présence anglaise de l'autre côté de la frontière. Les Allemands avaient déjà négligé le Nord par rapport aux régions forestières où ils portèrent l'essentiel de leurs investissements. Ils avaient quand même lancé quelques initiatives dans la région, par exemple en matière d'élevage et de culture attelée, dont l'administration française n'a pu bénéficier par la suite. Elle dut tout reprendre au début.

D'autre part, il faut avouer que l'exigence de développement rural ne s'est imposée que de façon tardive à l'administration française. Pendant longtemps, les administrateurs considéraient les initiatives économiques comme l'aspect secondaire d'une responsabilité avant tout d'ordre politique. Les crédits et les moyens firent presque toujours défaut. Les possibilités financières des sociétés de prévoyance servaient d'abord aux besoins immédiats de l'administration. Quant aux investissements privés, la plupart se limitèrent aux activités commerciales si ce n'est quelques essais infructueux de productions agricoles. Sans impulsion ni investissements extérieurs, l'économie agricole demeurait stationnaire dans ses techniques et dans ses productions. Sans doute le commerce bénéficia-t-il de la sécurité des routes et des marchés mais il ne concernait que de minces surplus agricoles. Beaucoup de commerçants musulmans durent se reconverter, abandonner le commerce si rentable des esclaves qui se poursuivait malgré tout de manière occulte.

La continentalité de la région est souvent mise en avant pour rendre compte de cette longue stagnation économique. Mais la situation du Nord du Nigeria n'était pas meilleure et pourtant la voie ferrée y parvint dès la seconde décennie du siècle, entraînant un essor rapide de l'arachide et du coton.

Le Nord du Cameroun disposait d'un débouché naturel vers la côte avec l'axe fluvial Bénoué-Niger mais la navigation saisonnière, la frontière, le long monopole d'une seule compagnie de transport entravèrent son efficacité économique. Le transport fluvial n'eut pas un effet d'incitation en faveur de l'arachide comparable à celui joué par la voie ferrée dans les plaines haoussa ou dans le bassin arachidier du Sénégal. Entre les deux guerres, l'administration poussait pourtant les cultivateurs à s'adonner à cette culture mais le port de Garoua ne drainait la production que d'une petite partie de la région.

Relativement bien située par rapport aux centres de commerce en bordure du Sahara à l'époque pré-coloniale, la région le fut beaucoup moins lorsque les grands courants commerciaux furent détournés vers les ports atlantiques. De plus, les tracés successifs des frontières contribuèrent à l'isoler.

Elle se trouva déjà coupée, par la frontière anglo-allemande, du bassin inférieur de la Bénoué, grande zone de passage aisé vers la façade atlantique. La délimitation franco-anglaise, qui devait être provisoire, eut pour conséquence de verrouiller davantage le bassin supérieur de la Bénoué. Deux administrations coloniales, jalouses de leurs droits, ne facilitèrent pas les échanges entre des régions autrefois unifiées.

L'accession des deux pays à l'indépendance et les troubles postérieurs freinèrent encore davantage les courants commerciaux à travers une délimitation devenue, entre-temps, frontière nationale (1). Le désenclavement des régions continentales est conçu désormais par le biais de solutions nationales souvent plus longues, plus coûteuses et plus difficiles que des voies internationales. Ainsi, la région n'est reliée par une grande voie de transport à la façade atlantique que

(1) Une seule exception à ces observations, avec la contrebande : le commerce du bétail dont les routes traversent les frontières entre Tchad, Cameroun et Nigeria. C'est vrai aussi des circuits de commerce du poisson, dirigés du Cameroun vers le Nigeria, mais pour une valeur marchande moindre.

seulement depuis quelques années. L'essentiel du ravitaillement comme de l'évacuation des produits s'effectuent par une seule route, véritable cordon ombilical rattachant la région au reste du pays.

Alors que l'impulsion au développement économique aurait pu résorber d'elle-même certaines difficultés de contrôle des populations, l'administration coloniale s'acharna à les résoudre en priorité. Pendant presque tout l'entre-deux-guerres, le "guêpier" des montagnards tint en haleine les administrateurs, les détournant d'interventions d'ordre économique.

D'un autre côté, les montagnards souffrirent davantage de la pacification que les Foulbé ou que les Mandara. Malgré la victoire militaire, les autorités coloniales admirent facilement l'organisation politique et une autonomie de fait des derniers. Il n'en fut pas de même avec les "Païens" dont toutes les réactions spontanées d'autonomie furent interprétées comme des manifestations d'hostilité à l'égard du nouveau pouvoir. Le malentendu fut long à se dissiper de part et d'autre. L'administration dut d'abord reconnaître la nécessité d'une attitude plus bienveillante vis-à-vis de ces populations. Plus tard seulement, elle prit conscience de ses responsabilités en matière de développement rural.

La plupart des initiatives en faveur du développement rural, au nord de la Bénoué, ne datent que des années cinquante. L'écart ne faisait alors que s'accentuer avec les régions forestières du Cameroun, entrées dans une période de prospérité grâce à l'extension des plantations villageoises et aux cours élevés du cacao. Quelques essais de plantations européennes au Nord avaient complètement échoués. A l'exception d'une petite exportation d'arachide, la région vivait sur elle-même, satisfaisant plus ou moins bien à ses besoins alimentaires selon les années et selon les contrées. Cette situation, somme toute assez satisfaisante du point de vue des cultivateurs, le devenait de moins en moins pour l'administration.

Aux besoins de la métropole en produits tropicaux s'ajoutait le déficit budgétaire de l'administration locale. Même sans tenir compte des grands travaux routiers lancés à cette époque, les ressources budgétaires locales ne couvraient qu'une petite partie des frais généraux d'administration. Suivant une expression employée par René DUMONT dans un rapport consacré à la région lors des années cinquante : "c'est la province pauvre d'un pays riche". Pauvreté s'entend bien entendu en termes de revenus monétaires et de tonnages de produits exportés : de ce

point de vue, la région était typiquement "sous-développée".

4- DE LA CULTURE MODERNE AU PAYSANNAT

La nécessité de mettre fin à ce genre de pauvreté incita l'administration à prendre des initiatives en faveur d'un certain développement rural. Cet objectif nouveau la conduisit à prôner, de manière successive, la grande culture moderne, l'encadrement des cultivateurs et l'introduction de nouvelles cultures.

L'histoire des stations de motoculture de Guétalé et de Pouss reste à écrire. Elles datent des années 1945-1950 ; l'idée était alors admise qu'une motorisation à l'américaine pouvait résoudre les problèmes de l'agriculture africaine. D'autres opérations contemporaines, plus ambitieuses encore mais analogues à Guétalé, sont bien connues ; par exemple les opérations arachide au Tanganyka et en Casamance. A Guétalé aussi, la forêt sèche fut défrichée au caterpillar, puis remplacée par des bandes boisées de neem en brise-vent. Elles confèrent à cette partie de la plaine un paysage végétal tiré au cordeau, contrastant avec le semis des arbres utiles du piémont.

L'échec de la formule initiale d'une grosse mécanisation des opérations culturales tient à son inadaptation complète aux conditions locales. Le but de la station, lors de son lancement en 1948, consistait à mettre en oeuvre des techniques modernes dans une région "attardée". L'administration ne lésina pas sur les moyens. La station fut installée sur une concession de 700 hectares, située juste en contrebas des monts Mandara, au "fond" de la plaine de Koza. Par cette situation, elle aurait dû concerner autant les montagnards que les cultivateurs de plaine. En fait, elle adopta une grande culture motorisée et mécanisée totalement étrangère aux uns comme aux autres.

Elle disposait d'un matériel agricole considérable pour l'époque : tracteurs à chenilles, charrues multi-socs et à disques, pulvérisateurs, semoirs, herses, épandeurs d'engrais ... (1). La plupart des travaux étaient mécanisés, sauf les

(1) La plupart des engins agricoles provenaient de l'aide américaine d'après-guerre.

récoltes de coton et de mil faites à la main, exigeant l'embauche d'une armée de manoeuvres : jusqu'à 400 au plus fort des récoltes. La station n'intéressait les montagnards matakam que par les possibilités d'embauche ainsi offertes.

Le système de culture mis au point s'avérait bien plus extensif que celui des montagnards. La rotation adoptée : coton, arachide-mil, jachère était conçue pour de grands espaces disponibles. Accordant peu de place aux cultures vivrières, elle exigeait une faible densité de peuplement : le contraire des montagnes et même des plaines de la région. L'application stricte de cette rotation entraînait parfois à laisser la majeure partie des terres à l'état inculte : par exemple, en 1957-58, plus de la moitié de la superficie défrichée se trouvait en jachère. Un régime d'occupation aussi lâche n'était transposable dans la plaine voisine qu'avant son occupation par les montagnards.

Un troupeau insuffisant limitait d'autant la production de fumier et contraignait à recourir à une jachère morte, parfois améliorée par une jachère engrais vert. L'absence d'association de l'agriculture avec l'élevage interdisait de cultiver en permanence les mêmes terres. Les montagnards étaient en droit d'estimer que ce système de culture n'atteignait pas l'efficacité du leur.

De la même façon que les gros travaux agricoles, l'utilisation du fumier recourait à des engins : transport en camions bennes, épandage sur les champs par des épandeurs tractés. La culture attelée ne fut timidement introduite que dans les années soixante : charrues, semoirs, buttoirs, houes attelées, charrettes. Ce petit matériel aurait dû constituer l'équipement de base dès le lancement de la station.

Dans ces conditions, l'effet d'entraînement sur les techniques culturelles traditionnelles fut négligeable. La station fonctionnait sur elle-même, en corps étranger au milieu rural où elle était enkystée. Elle cédait "une toute petite quantité" de mil précoce aux postes agricoles mais vendait l'essentiel de sa production à l'administration de Mokolo et à des particuliers : c'est dire l'influence limitée qui en résultait pour les cultivateurs (!).

(1) D'après un rapport d'activité de la station.

A grande exploitation, gros moyens techniques et nombreux cadres correspondait un important budget de fonctionnement : bientôt la station ne fonctionnera plus qu'au ralenti. Puis, devant l'évidence de l'échec de la motoculture, elle fut reconvertie en un centre de recherches et de multiplication des semences, une base d'appui pour d'autres politiques de développement rural.

A la grande culture moderne succéda la formule opposée du "paysannat", commune à de nombreux pays francophones au cours des dernières années de la période coloniale. Elle marque un progrès incontestable dans l'approche des problèmes de développement rural.

Les techniques de culture les plus modernes ont échoué. D'autre part, les cultivateurs ne manifestent pas une volonté de changer par eux-mêmes leurs techniques. Puisqu'ils ne sont pas demandeurs de progrès, il faut le leur proposer en "allant à eux". De proposer le changement à l'imposer, le pas est vite franchi. Il le fut par exemple dans les paysannats du Congo belge. L'avenir de ce type de paysannat était alors étroitement lié à celui de l'autorité qui l'avait inspiré. La fin du pouvoir colonial entraîna sa déliquescence.

Sans aller jusqu'à cette version autoritaire, les paysannats sont résolument orientés vers le progrès technique et économique mais négligent, volontairement ou non, les données foncières et les contraintes sociales. Le principe repose sur un encadrement serré d'un petit groupe d'agriculteurs par des "postes de paysannat". Chefs de poste et moniteurs sont des techniciens polyvalents, porteurs de progrès, chargés de provoquer l'évolution de toutes les techniques traditionnelles. Dans la région, cet encadrement se superpose à celui des postes agricoles mais s'en démarque par le dynamisme des responsables, en contact fréquent ou quotidien avec les paysans encadrés. Les actions de vulgarisation portent surtout sur l'adoption de la culture attelée, l'introduction de semences sélectionnées d'arachide et de nouvelles variétés de mil.

Contrairement au ressort administratif très vaste où se dilue l'action des postes agricoles, les postes de paysannat ne travaillent que dans leur village d'implantation. Il s'agit donc d'une vulgarisation dense mais coûteuse, ne touchant qu'une petite fraction de la population. De plus, leur répartition géographique ne s'accorde pas aux densités de population rurale ni aux problèmes agricoles à résoudre. Elle est liée à une réceptivité supposée meilleure de certaines

populations à l'innovation, à la bonne volonté d'un chef et à de plus grandes possibilités agricoles.

Aucun poste de paysannat n'est installé dans les montagnes. Elles sont considérées a priori comme surpeuplées et sans nouvelles possibilités agricoles. Un rapport semi-officiel résume bien l'opinion des "développeurs" à leur égard : "il n'est pas possible d'envisager la moindre possibilité de développement rural dans une région aussi peuplée ... L'éloignement des centres, l'absence de communications, les difficultés d'approvisionnement en eau, la limitation des surfaces disponibles sont autant d'obstacles à une amélioration du niveau de vie actuel demeuré très bas" (1).

Il apparaît quand même paradoxal que les développeurs se désintéressent à tel point des populations les plus pauvres. Affirmer que tout développement agricole est impossible en montagne revient à se résigner à l'abandon de la partie la plus peuplée de la région.

Ainsi, non seulement les montagnards ont-ils davantage souffert de la pacification coloniale mais, de plus, ils n'ont pratiquement bénéficié d'aucune aide pour relever leur niveau de vie. La seule perspective offerte à ces populations nombreuses consiste à désertir leurs montagnes pour s'installer en plaine.

Les développeurs ne font que reprendre à leur compte un objectif ancien et permanent des administrateurs. Des motivations de contrôle politique des populations se trouvent donc renforcées par une justification de développement. Il devient de plus en plus difficile aux montagnards de se dérober à cette logique. La descente des montagnards vers les plaines devient la grande affaire de tous les responsables régionaux (y compris ceux de la gendarmerie) dans les années 60.

(1) Les casiers de colonisation ; note sur l'installation des montagnards en plaine au Nord-Cameroun ; in BDPA - ss. date-. Les perspectives de développement de l'arrondissement de Guider ; t. 2 : le plan de développement.

Une série de postes de paysannat est alors créée dans les plaines situées en contrebas des massifs, puis de plus en plus loin, au fur et à mesure que les terres disponibles se restreignent. Ces paysannats sont fréquemment dénommés "casiers" dans la région, car ils insèrent les "planteurs" dans un plan géométrique préétabli, un peu selon le modèle de rizières.

La formule n'est pas appliquée ici avec la même rigueur ni la même autorité et persévérance que dans l'ancien Congo belge. Après quelques années, les responsables des casiers se rendent compte que la taille uniforme des exploitations, les combinaisons prévues d'assolements et la planification dans le temps des rotations, ne conviennent pas à la majorité des bénéficiaires. Ils ouvrent alors de nouvelles terres pour compléter les lots individuels et permettre une extension des exploitations. Il en est de même de la répartition de l'habitat, d'abord fixée de façon impérative dans chaque lot individuel puis laissée à l'initiative de chacun. Le modèle initial du casier de colonisation a donc évolué, avant d'être abandonné.

Comme tous les autres paysannats, il n'encadre qu'une minorité d'anciens montagnards descendus en plaine. Chaque "planteur" encadré revient encore plus cher que dans le paysannat classique car le casier implique un aménagement préalable de l'espace à mettre en valeur : pistes d'accès et chemins de pénétration ouverts par de gros engins, déboisement de layons et bornage des lots individuels par de nombreux manoeuvres.

En contrepartie de ces investissements et d'un encadrement dense, les responsables s'attendaient à une modernisation agricole plus rapide qu'en dehors des casiers. Cela ne fut même pas le cas : la culture attelée n'a pas mieux réussi qu'ailleurs, la culture du mil est restée l'objectif prioritaire des paysans encadrés comme de tous les anciens montagnards. La "rentabilité" économique de l'opération, en termes de production commercialisée, étant loin d'être atteinte, les développeurs ont délaissé la formule du casier pour adopter celle de périmètres de plus en plus vastes de mise en valeur des plaines, conduisant à une assistance plus sommaire des populations "installées".

Les postes de paysannat, créés en 1954 et gérés par un "secteur de modernisation" relativement autonome, dispensaient un encadrement de qualité aux paysans et échappaient au contrôle du service de l'agriculture. Sur le terrain,

une compétition se manifestait souvent aux dépens des postes agricoles peu efficaces. Le service de l'agriculture prit sa revanche à la fin des années soixante en obtenant le contrôle et la gestion des paysannats qui disparurent en tant que tels.

Bien que le terme ne soit plus employé, la formule est maintenue dans son principe en faveur des anciens montagnards installés en plaine, au sud des monts Mandara où la descente avait rencontré le plus de succès. L'opération de Babouri, étendue par la suite à l'arrondissement de Guider, vise moins à organiser une descente de montagnes déjà vidées de leur population, qu'à équilibrer le peuplement des plaines. L'ouverture de secteurs peu occupés doit "décharger" les piémonts très peuplés, ce qui correspond à une seconde phase d'accompagnement des montagnards. Ceux-ci bénéficient d'investissements spéciaux, provenant en partie de sources de financement extérieures. L'intervention porte sur l'équipement général en pistes, puits et installations agricoles des secteurs d'accueil, de même que sur l'équipement des exploitations pour la culture attelée.

A la fin des années 70, l'opération Nord-Est Bénoué prend la relève de celle de Guider. Les principes restent les mêmes : équipement d'un secteur de plaine à coloniser et encadrement privilégié des paysans encouragés à venir s'y installer. Cette fois, les développeurs espèrent entraîner les anciens montagnards au sud du mayo Kébi, encore plus loin des montagnes.

Sous des étiquettes diverses, la méthode du paysannat est donc appliquée dans la région depuis plusieurs décennies. Mais elle a évolué avec les années, passant d'une action de modernisation en profondeur d'une petite collectivité paysanne, à une action plus superficielle touchant une plus grande masse de population.

D'abord conçue comme une méthode globale de développement, elle devient le moyen officiel pour résoudre le "problème montagnard". En fait, elle ne le résoud que par le vide, dans une mise en valeur de plaines de plus en plus éloignées des massifs ; une sorte de fuite en avant des développeurs. Il n'est même pas prévu de maintenir "une population résiduelle d'entretien" dans les montagnes ou de les reboiser, comme le conseillaient des experts lors des années soixante.

Pourtant, le départ d'une partie des montagnards offre aux autres la possibilité d'agrandir leurs exploitations, mais jusqu'à quel point ? L'occupation

du milieu montagnard est assujettie à des contraintes, à un minimum de peuplement et à un maximum de surface cultivable par actif. Quelle moindre densité reste compatible avec un maintien de l'économie montagnarde ? Un paysannat aurait peut-être permis de répondre à cette question fondamentale pour l'avenir des montagnes.

5- DEUX NOUVELLES CULTURES : LE COTON ET LE RIZ

Plus spectaculaire que l'encadrement de certains paysans, l'introduction de nouvelles cultures date elle aussi du milieu des années cinquante. En quelques années décisives furent donc lancées des initiatives qui orientèrent le développement rural de la région pour plusieurs décennies.

Les responsables se trouvaient alors devant l'urgence de susciter une économie de marché, afin de couvrir une partie des investissements d'équipement régional et des frais d'administration. Le choix ne fut pas évident.

L'administration et les services agricoles s'étaient attachés à développer l'arachide, culture aussi bien vivrière que commerciale. Cette orientation convenait à une époque marquée par un déficit mondial des corps gras, se traduisant par un rationnement des pays européens. Toutefois, l'incitation à la production d'arachide n'était pas aussi astreignante que celle déployée en faveur du coton au Tchad voisin. Les administrateurs encourageaient la culture lors de leurs tournées et les prix d'achat étaient soutenus au-dessus du cours mondial.

L'exemple de la culture du riz entreprise au Tchad, de l'autre côté de la frontière, décida d'abord en faveur d'un choix identique du côté camerounais. Les villages du Sud forestier offraient un débouché assuré pour une production de riz qui trouverait peu de consommateurs dans la région. Mais, comme toutes les céréales, le riz est un produit relativement pauvre en valeur ; il ne supporte qu'un transport à bon marché. Du point de vue du prix, il n'était pas certain qu'une fois arrivé à Douala, il supportât la comparaison avec le blé importé de France par voie maritime. D'autre part, la production de riz ne pouvait intéresser que les riverains du Logone.

- Une culture controversée : le coton

Pour les raisons précédentes, le choix se porta sur le coton, produit peu onéreux, supportant de longs transports et cultivable dans la plupart des plaines.

Tous les responsables n'étaient pourtant pas acquis à l'introduction de cette culture. L'exemple de la culture cotonnière pratiquée au Tchad n'était guère encourageant : pressions des compagnies cotonnières privées pour maintenir le prix d'achat à un bas niveau, charges confiées aux administrateurs pour la propagande, la surveillance culturelle, le paiement des primes d'ensemencement ... Les compagnies cotonnières faisaient endosser par l'administration une grande partie de leurs tâches, préférant se consacrer à l'achat et à l'usage.

L'avis de l'agronome René DUMONT pesa en faveur de l'adoption du coton au Cameroun même si, par la suite, il contesta des pratiques culturelles accordant une part trop belle à la nouvelle culture. Pour lui, l'arachide n'excluait pas le coton : les dates de travaux agricoles, les sols convenables ne sont pas les mêmes. Entre une extension de la culture cotonnière à l'ouest du Chari ou au Nord du Cameroun, alternative devant laquelle la métropole hésitait, il conseilla la seconde possibilité : le peuplement y était plus dense. Toutefois, il en excluait les montagnes "surpeuplées" qui devaient se consacrer intégralement à la production vivrière. Mieux : la production cotonnière pouvait être doublée si une descente des montagnards était organisée vers les plaines fertiles ... De ce point de vue, les décisions prises au cours de ces années manifestent une cohérence incontestable.

Le choix du coton reste malgré tout assez surprenant car la productivité du travail en faveur de l'arachide est alors bien supérieure. Pour cette raison, DUMONT conseilla d'acheter le kilo de coton graines 50 % au-dessus du kilo d'arachide. Sans cette politique des prix, "il ne faut pas compter développer une production cotonnière notable au Nord Cameroun" (DUMONT, 1950).

Le sur-paiement du coton eut comme effet d'écartier des capitaux privés et de faire échouer un projet de constitution d'un groupe de commercialisation. L'affaire trouva une issue avec la formation d'une société d'économie mixte qui répartit les avantages : la société disposait d'un monopole de commercialisation

de longue durée mais elle s'engageait à acheter toute la production et à moderniser les techniques culturales. La culture d'exportation ne serait pas une activité "minière", déprédatrice du milieu comme au Tchad, mais une incitation à des améliorations agricoles. Toutefois, les objectifs de l'administration et les possibilités de production prévues par René DUMONT demeuraient volontairement modestes : aux environs de 10 000 tonnes.

Très vite, la société cotonnière entreprit de dépasser ces prévisions. Pour cela, elle reprit à son compte le principe des paysannats : un encadrement dense des cultivateurs. A cet encadrement de base, elle superposa une organisation hiérarchique d'encadreurs - surveillants, depuis les "boy coton" et les moniteurs villageois jusqu'aux chefs de région.

L'action exercée par l'encadrement cotonnier auprès des cultivateurs devint puissante et omniprésente, évinçant bien souvent l'influence des postes agricoles. L'encadrement rapproché des producteurs absorbait, au cours de la décennie de lancement de la culture, une grande part de la valeur de la production. Le planteur finançait directement, bien qu'à son insu, la moitié du budget de vulgarisation de la nouvelle culture. La charge de l'encadrement ne s'allégea que plus tard, au fur et à mesure de l'accroissement de la production.

Au moins en deux endroits, à Lara et à Gansé, la société expérimenta la création de "paysannats cotonniers". Comme les autres paysannats, ils se traduisirent par une refonte complète des anciens terroirs en une nouvelle trame géométrique. Alors que les casiers d'installation des montagnards se composaient d'une multitude de lots individuels indépendants, les paysannats cotonniers furent organisés en grandes soles. Cette formule implique une discipline encore plus rigide des assolements et des rotations imposés aux paysans mais elle convient à la société cotonnière en lui permettant le regroupement de toutes les parcelles de coton. L'objectif officiel des paysannats cotonniers visait une stabilisation de l'utilisation des sols mais leur conception avantageait d'abord le contrôle des cultures de coton.

La dynamique de la production cotonnière jusqu'aux années 70 suppléa les insuffisances du crédit agricole pour financer l'équipement des exploitations. Disposant d'une garantie de recouvrement des échéances, grâce au monopole de la commercialisation, la société cotonnière accorda des prêts à court terme pour

l'adoption de la culture attelée. La répartition des attelages, leur diffusion d'une année sur l'autre ont souvent évolué selon les variations de la production de coton.

L'exemple le plus impressionnant fut celui du canton de Lara en pays moundang, lieu de mise au point des méthodes de la société cotonnière. En 1956, il disposait déjà de 250 animaux de trait. Les responsables estimaient alors que l'équipement du canton nécessitait de disposer de 760 animaux de trait, soit 380 charrues. L'effort financier que cela représentait pour les cultivateurs incitait à étaler cet équipement sur 7 années, en permettant notamment la constitution de la majeure partie des attelages par le croît naturel du troupeau.

En fait, le canton possédait, dès 1959, 1 656 boeufs de trait et 860 charrues ! En trois ans, le montant des prêts accordés équivalait à la valeur de la production cotonnière. Il ne faut pas s'étonner que des difficultés soient survenues pour récupérer les remboursements ! La société cotonnière avait suréquipé ces cultivateurs et trop vite, les engageant dans un endettement difficile à éponger.

Les facilités financières accordées pour l'équipement des paysans se réduisirent progressivement : destinés à l'achat des deux boeufs, puis d'un seul, les prêts furent finalement limités à l'achat de la charrue. Comme, entre-temps, le prix du matériel et des animaux augmentait régulièrement, l'effort d'investissement incombant aux paysans n'a fait que s'accroître.

Cette contribution personnelle provenait uniquement des revenus cotonniers, alors que le prix d'achat au kilo ne fut pas modifié pendant plus d'une décennie. La poursuite de l'équipement des exploitations ne devenait donc possible que par une augmentation de leur production : celle-ci fut obtenue plus souvent par un accroissement des surfaces et par une culture continue que par une amélioration des rendements.

Aussi la crise cotonnière des années 1970-74 eut-elle des conséquences directes sur la culture attelée. La vente de nombreux attelages ne fut pas seulement la conséquence directe de difficultés climatiques mais aussi d'un découragement des paysans cotonniers, d'une faillite de nombreuses exploitations incapables de faire face aux échéances. L'effort d'intensification mené depuis cette

période difficile offrira peut-être des bases plus solides à leur équipement.

Une modernisation agricole entreprise à partir d'une seule culture commerciale s'avère toujours fragile. Cette règle était d'autant plus vraie pour la culture cotonnière que, jusqu'à ces dernières années, les revenus procurés ne suivaient pas l'inflation du cours des autres produits.

L'intervention de la société cotonnière en faveur de la culture attelée s'est surtout manifestée d'un point de vue financier. Les problèmes techniques ne la préoccupent qu'à la période des labours, alors qu'une assistance continue s'impose pour que ce progrès devienne un acquis permanent : alimentation des boeufs en saison sèche, suralimentation en fin de saison sèche avant les labours, mode de stabulation, renouvellement des animaux.

La culture attelée n'est qu'une des possibilités offerte par l'association de l'élevage à l'agriculture, une autre étant la fabrication de fumier à partir de litière, paille ou même feuillage. Or, la société cotonnière ne s'est jamais beaucoup préoccupée d'incorporer du fumier aux cordes de coton.

Les essais décevants de fumières furent trop vite abandonnés au profit d'une fertilisation des sols par l'apport de tourteaux de coton, solution plus facile mais génératrice d'un véritable gaspillage. Les tourteaux de coton sont des aliments riches en protéines, très appréciés par le bétail. Distribués aux animaux, ils concourent encore à la fertilisation des sols par l'intermédiaire des déjections ou mieux, par la fabrication de fumier. Leur utilisation directe comme engrais organique dans les champs cotonniers fut une erreur longue à corriger.

Actuellement, l'intensification de la culture cotonnière n'est conçue que par la généralisation de l'emploi d'engrais complet et l'épandage d'urée. Cette intensification sophistiquée s'accompagne de l'introduction d'une motorisation par de petits tracteurs. Ces innovations éloignent les cultivateurs cotonniers de l'association agriculture - élevage, pourtant inlassablement prônée par René DUMONT.

L'introduction de la culture attelée a-t-elle bénéficié à l'ensemble des cultures ou seulement au coton ? D'après beaucoup d'avis, le coton en est le seul bénéficiaire. Les cultures vivrières commenceraient à peine à être touchées,

alors que la diffusion massive des charrues date de plus de vingt ans. En fait, l'absence de documentation précise ne permet pas d'estimer l'ampleur des changements de techniques culturales. A l'abondance des statistiques cotonnières, relevant les superficies annuelles labourées, s'oppose la rareté des mesures concernant le mil.

En supposant, selon toute vraisemblance, que la culture attelée profite d'abord au coton, il n'en reste pas moins qu'elle présente un autre intérêt pour le cultivateur : celui de pouvoir revendre ses boeufs avec profit pour la boucherie. Il n'a pas tardé à se rendre compte des débouchés rémunérateurs offerts par cet embryon d'élevage. La même spéculation s'est greffée sur la diffusion de la culture attelée dans le bassin arachidier du Sénégal.

Les encadreurs cotonniers se plaignent parfois des reventes avant que les boeufs aient terminé leur carrière. Les reventes de bétail s'insèrent dans deux contextes différents : l'adoption d'un comportement spéculatif mettant à profit l'embouche, introduite par le biais de la culture attelée sans que celle-ci soit compromise, ou bien la satisfaction de besoins familiaux indispensables lors des années de mauvaise récolte cotonnière et, dans ce cas, la vente de l'attelage entraîne l'abandon de la charrue. Les prêts d'équipement ont finalement été réduits à l'acquisition de la charrue alors que la possession des boeufs de trait conditionne le maintien de la culture attelée.

La diffusion de la culture attelée est habituellement interprétée comme le progrès agricole principal à l'actif de la société cotonnière. En fait, l'attelage intervient presque uniquement à l'époque des labours et très peu à celle des sarclages. Le labour attelé n'est possible qu'après de bonnes pluies. Dans le calendrier agricole, il augmente la quantité de travail lors de la période des semis, peu compensée par un faible allègement du premier sarclage. De plus, il retarde les semis, ce qui se répercute sur les rendements, en particulier du coton. Une culture attelée centrée sur les labours marque-t-elle un progrès aussi décisif qu'admis jusqu'ici ? La question mérite d'être posée.

L'introduction du coton comme culture commerciale a peut-être amélioré certaines pratiques culturales mais, d'un autre côté, elle a ébranlé les systèmes vivriers.

La société cotonnière a toujours refusé, jusqu'à la sécheresse des premières années 70, de reconnaître la concurrence entre le coton et le mil pluvial. Il fallut alors se rendre à l'évidence : la majorité des paysans délaissaient le coton pour assurer une sécurité alimentaire compromise en année de déficit des pluies.

La propagande systématique en faveur des semis précoces a exacerbé la compétition avec les mils, à une période décisive, et contraint les paysans à multiplier les semis en cas de pluies mal établies ou tardives. Le coton a pris une grande place dans les rotations imposées en revenant un an sur quatre ou sur trois (coton, mil, 2 ou 1 an de jachère), parfois même moins, alors que des agronomes comme DUMONT avaient conseillé un an de coton sur cinq (coton, mil, 3 ans de jachère ou mieux, de cultures fourragères).

La compétition entre le coton et le mil sous pluie se manifeste dans la région à la fois du point de vue des sols et du calendrier agricole. Si les surfaces cotonnières ont, malgré tout, progressé régulièrement pendant presque deux décennies, c'est que les paysans ont réaménagé d'eux-mêmes leur système de production, en délaissant progressivement le mil pluvial au profit du mil repiqué en début de saison sèche, partout où cela était possible.

La plupart des observateurs ont remarqué l'extension considérable du mil repiqué au cours des années soixante, sans toujours comprendre la signification du phénomène. Deux experts écrivent ainsi dans un rapport d'étude : "L'extension du mouskouari (le mil repiqué) s'est faite sans intervention administrative ou technique, par le seul jeu des forces internes de la paysannerie. On reste frappé par l'ampleur du phénomène, par l'innovation culturelle ainsi généralisée et par le changement d'attitudes en matière d'agriculture, de consommation, de vie sociale que ceci constitue" (1).

Il est curieux de constater comment, dans leur rapport, ces experts s'en tiennent à un étonnement admiratif et à une explication qui relève de la génération spontanée ; ils ne relient jamais ce phénomène à l'extension parallèle

(1) B.D.P.A., 1963, Problèmes de développement rural dans le Nord Cameroun.

des superficies cotonnières. Le mécanisme de transfert du rôle vivrier d'une culture à l'autre est maintenant admis par tous : il n'était pourtant pas compris par les responsables cotonniers qui l'avaient indirectement provoqué. Actuellement, ils tentent de susciter un transfert vivrier comparable du mil pluvial au riz et au maïs. La préoccupation d'assurer aux cultivateurs de coton une sécurité alimentaire est récente ; elle date de la crise cotonnière des premières années 70.

Le succès global du coton a grandement amélioré les revenus de certains cultivateurs mais ses conséquences ne sont pas toutes positives pour le développement rural de la région. Il a accentué le clivage entre, d'un côté, les montagnes et les plateaux délaissés, de l'autre, les plaines qui ont bénéficié d'un encadrement agricole serré, d'un équipement en pistes de desserte, en marchés, silos, hangars à usage agricole. Parmi les plaines, celles dont les possibilités cotonnières paraissaient les plus fortes ont concentré l'essentiel des efforts : prêts pour la culture attelée, encadrement continu des activités agricoles.

Pendant longtemps et même encore actuellement, la production cotonnière est le principal sinon l'unique indicateur officiel de développement de la région. La puissance de la société cotonnière ne facilite pas un développement intégré et harmonieux. Bon gré mal gré, le service de l'agriculture subit l'influence de ce partenaire dominateur et sert ses objectifs.

L'objectif cotonnier a entraîné à accentuer la pression sur les montagnards pour qu'ils descendent en plaine. Alors que ceux-ci auraient tendance à privilégier leurs cultures de mil, un encadrement cotonnier particulièrement vigilant des périmètres d'accueil les presse vivement de "faire du coton". Au fur et à mesure que l'organisation des casiers de colonisation devenait plus lâche, l'influence des moniteurs cotonniers se renforçait. Dans le périmètre de Doulo-Ganay, les lots individuels furent démembrés et les parcelles redistribuées par soles de cultures. Puis la société cotonnière prit la relève du "secteur de modernisation" pour organiser elle-même la colonisation de la plaine par les montagnards au nord de Mora.

Au sud des monts Mandara, la colonisation des plaines n'échappait pas non plus à l'encadrement cotonnier, d'autant plus que le centre de la production se déplaçait vers le sud au cours des difficiles années 70. Les moniteurs étaient dépêchés sur toutes les nouvelles zones de culture. Parfois, ils précédaient le

front pionnier des cultivateurs, en piquetant à l'avance les cordes de coton le long des nouvelles pistes.

Dans l'opération intégrée de Guider, prolongement de la formule des paysannats lors des années 70, le découpage des nouveaux terroirs en lots individuels fut définitivement abandonné au profit d'un bornage et d'un regroupement des cultures par grandes soles. La méthode d'organisation culturelle prônée par la société cotonnière triomphait.

Une initiative courageuse fut lancée à Guider pour aménager les déclivités des piémonts par des rideaux de terre en herbés ou de cailloux, selon les courbes de niveaux. Il s'agissait de rendre d'anciens montagnards davantage sensibles au contrôle des faibles pentes. En effet, capables de maîtriser de fortes pentes par des investissements en travaux importants, ils négligent cette préoccupation dès qu'ils cultivent les faibles pentes des piémonts. Les techniciens cotonniers, quant à eux, se sont opposés à ce type d'aménagements. Les courbes des rideaux en pierres sèches entravent la culture du coton en rendant plus difficiles les semis en lignes !

L'organisme cotonnier ne s'est jamais beaucoup préoccupé de la sauvegarde des sols. La corde géométrique et la culture pure du coton sont restées des règles de culture intangibles. Or, le semis en ligne droite (parfois dans le sens de la plus grande pente), l'absence de culture selon les courbes de niveau, l'interdiction des plantes intercalaires ou associées favorisent le ruissellement des parties fines et la perte de fertilité des sols. Tous les piémonts sont soumis à un lessivage intense en saison des pluies, de même que les berges alluviales fertiles. Contrairement aux versants montagneux, les terrains en pente peu sensibles ne sont pas protégés des effets du ruissellement depuis qu'ils sont cultivés en coton.

Le témoignage des images satellites atteste déjà la gravité du décapage des sols dans les plaines. L'agriculture cotonnière mange son potentiel pédologique.

La seule initiative de la société cotonnière dans le domaine de l'amélioration des sols consista en un essai malheureux de récupération des sols infertiles, appelés habituellement "hardé", pour les convertir à la culture du coton.

Des engins mécaniques puissants (tracteurs à chenilles équipés de pics sous-solers) défonçaient en profondeur les sols compacts, ensuite labourés et billonnés.

Le sous-solage, opération onéreuse, n'eut qu'une efficacité éphémère. La structure compacte des sols se reformait ou, dès que la pente était un tant soit peu sensible, une érosion en ravines évacuait l'épaisseur du sol travaillé. La culture du coton ne réussit pas à améliorer la porosité du sol ni même à maintenir les propriétés physiques créées par le sous-solage. L'opération, lancée sans études pédologiques sérieuses préalables, se solda par un échec.

Les responsables cotonniers cherchaient à détendre la compétition entre mil et coton sur les terres déjà cultivées. Ils s'étaient trop vite convaincus qu'un défonçage suffisait pour rendre à la culture des sols inutilisés. L'échec ne fut toutefois reconnu qu'après plusieurs campagnes de sous-solage. Plus tard, des agronomes ont repris le problème en sens inverse, par l'essai d'une culture à enracinement peu profond, mettant à profit l'imperméabilité de ces sols: le riz. A condition d'une retenue de l'eau par un réseau de diguettes et d'un apport d'engrais, la riziculture semble possible sur "hardé". Les essais sont encouragés par la société cotonnière, dans la perspective de suppléer aux déficits en mil engendrés par l'accaparement des meilleurs sols.

Si le succès de la culture du coton se mesure en tonnages, ce n'est pas le cas du développement rural. Par le biais de la culture attelée, la production cotonnière aurait pu engager une intégration de l'agriculture et de l'élevage, c'est-à-dire une "véritable révolution agricole", selon les termes de René DUMONT. Celle-ci ne s'est pourtant pas produite dans la région parce que la société cotonnière s'est enfermée dans ses objectifs sectoriels. L'orientation actuelle de l'intensification culturale ne laisse pas présager que ce progrès décisif soit recherché. La dégradation des sols accule pourtant des zones cotonnières à cette "révolution agricole".

- Une culture poussée : le riz

Dans l'un de ses cours, P. GOUROU estimait en 1961-62 que l'introduction du riz inondé le long du Logone était un échec financier et technique (1). De

(1) GOUROU, P. - 1971 - Leçons de géographie tropicale. Mouton, p. 187.

fait, la production plafonnait à 3 000 tonnes de paddy, sans toujours les atteindre, depuis le milieu des années cinquante. La stagnation de la production rizicole ne soutenait pas la comparaison avec la progression régulière du coton. Au cours des années 70, la situation s'est plutôt modifiée à l'avantage de la riziculture, bénéficiaire de grands aménagements hydro-agricoles.

Le lancement de la riziculture inondée, au début des années 50, s'intégra elle aussi dans la politique des paysannats. Des postes de paysannat, chargés d'introduire cette culture, furent créés le long du Logone tandis que les postes agricoles existants reçurent la mission d'encourager également cette activité.

Contrairement à celle du coton, la culture du riz inondé entraîna de grands investissements pour la rendre moins aléatoire. Des travaux de terrassements visèrent à contrôler et à canaliser le débordement saisonnier des eaux du fleuve. Plus tard, ils furent complétés par des stations de pompage. Un barrage du fleuve frontalier n'étant pas possible, l'étape suivante consista à dériver une partie des eaux vers une retenue artificielle, contenue par une immense digue, afin d'alimenter, au moment voulu, des rizières situées en aval. Du point de vue technique, la mise en oeuvre de ces grands travaux remet en cause l'affirmation ancienne de P. GOUROU.

Cette maîtrise progressive du régime hydrologique entraîne une modification parallèle des techniques rizicoles. La riziculture était d'abord assez extensive : une culture unique à semis direct, peu de désherbage, pas de fertilisation du sol. D'après un levé de terrain effectué en 1967, une grande partie des rizières restait en jachère. A des techniques peu exigeantes succédèrent des pratiques culturales de plus en plus intensives, du point de vue des quantités de travail : double culture annuelle avec repiquage, double désherbage et double épandage d'engrais.

A mesure que le contrôle de l'eau était mieux assuré, l'encadrement des riziculteurs devenait plus serré. L'organisation de tours d'eau pour l'irrigation suppose que tous les paysans s'adonnent en même temps aux mêmes travaux. La riziculture est devenue intensive et dirigiste, sans parvenir pour autant à inculquer une vocation de riziculteurs aux paysans encadrés.

La plupart des initiatives ne sont pas prises par les paysans mais par l'organisme d'encadrement. Celui-ci effectue tous les labours préalables des rizières par de gros engins. Les responsables ont très vite abandonné les essais de culture attelée par suite de sols trop lourds. Le labour mécanique livre aux paysans, en saison sèche, des champs très motteux, à surface irrégulière. Cette préparation grossière du sol exige ensuite un long travail d'émottage à la houe, après les premières pluies. La culture attelée pourrait se substituer à la houe pour "finir" les labours par un façonnement superficiel des rizières. Elle procurerait plus d'autonomie aux paysans et réduirait, peut-être, les fortes redevances à déduire sur la valeur des récoltes.

De la même manière que les travaux pour le coton entrèrent en compétition avec ceux destinés aux mils sous pluie, la riziculture, introduite d'abord en saison des pluies, concurrença les sorghos rouges, base de l'alimentation des Massa. La résistance initiale opposée à sa diffusion ne fut pas seulement la manifestation d'un conservatisme paysan gratuit.

Sauf pour sa récolte, la nouvelle culture nécessite des travaux à la même période que ceux destinés aux sorghos. L'émottage et le semis des rizières concurrencent le premier sarclage, si décisif, du sorgho ; le premier désherbage du riz correspond au second sarclage du sorgho et le second désherbage au troisième sarclage. Fin juin et juillet, le paysan mène de front les travaux dans la rizière et dans les parcelles de sorgho. Il tend à donner la priorité aux derniers mais les encadreurs sont là pour lui rappeler l'urgence des premiers : la riziculture acquiert alors toutes les caractéristiques d'une culture obligatoire.

La concentration du travail sur quelques semaines s'est résolue par une adaptation spontanée des paysans. Ils ont remanié leur système de production de la même façon que les cultivateurs cotonniers : en substituant partiellement, dans leur production vivrière, le mil repiqué au sorgho pluvial.

Le changement est d'autant plus remarquable que les Massa étaient autrefois très hostiles à cette "culture des Peul", mais il fut favorisé par l'abondance des sols convenant au mil de remplacement. Culture pratiquement nulle au nord de Yagoua avant l'introduction du riz, le mil repiqué couvre 30 % des superficies cultivées vers 1967 et localement, encore davantage. Son extension progresse d'année en année, de Yagoua et du Diamaré vers Pouss et le nord. Il occupe

maintenant la première place en superficie, réduisant le sorgho pluvial à un rôle secondaire. Grâce à cette transformation spontanée et profonde de leur agriculture traditionnelle, les Massa et les Mousgoum ont pu reporter sur le riz une partie du temps de travail autrefois dévolu aux mils. L'équilibre vivrier n'en a pas trop souffert sauf lors de la sécheresse des premières années 70.

Les aménagements hydro-agricoles récents et notamment, la mise en place de stations de pompage, ont conduit à pratiquer la double culture annuelle de riz, dont l'une en saison sèche, entièrement par irrigation. A peine adopté, le système : riz d'hivernage - mil repiqué de saison sèche s'est donc trouvé remis en cause par un nouveau développement de la riziculture. Le riz irrigué de saison sèche entre partiellement en compétition avec le mil repiqué : repiquage du riz contre nettoyage du mil en décembre, second désherbage du riz contre récolte du mil en janvier-février.

Se produisant à une saison de chômage agricole autrefois, la concurrence entre les deux nouvelles activités est moins vive qu'en saison des pluies mais, pour les paysans, elle s'avère plus difficile à surmonter. Cet antagonisme explique probablement qu'à la fin des années 70, le riz de saison sèche ne couvre pas encore la moitié des rizières cultivées en saison des pluies. Les cultivateurs en acceptent difficilement la seconde culture annuelle. Ceux qui le font s'exposent à des achats vivriers pour compléter leur production de mils.

De grands aménagements hydro-agricoles ont réussi à réduire les aléas de l'inondation dans la plaine du Logone. Pour rentabiliser ces gros travaux, la riziculture est devenue de plus en plus intensive. A la limite, le déficit vivrier en mils devrait être surmonté par la production de riz dont les rendements sont passés d'une tonne avant 1970, à 8-9 tonnes/ha en deux récoltes annuelles en 1978. Ce résultat remarquable provient d'une maîtrise de l'eau, de l'introduction de variétés de riz à haut rendement mais également d'un surcroît de travail. Les travaux pour un hectare de rizière passent ainsi de 71 journées de 8 heures à 338 entre les mêmes années (1).

(1) B.D.P.A., 1969 et BRUNET-JAILLY, 1981.

Malgré tout, la progression des rendements excède celle des travaux manuels. La riziculture n'est pas devenue seulement plus intensive mais elle semble aussi plus productive. Cependant, les charges rizicoles doivent intervenir aussi dans un bilan. L'utilisation d'engrais, le paiement des labours motorisés, de l'irrigation par pompage, de l'entretien des aménagements, la participation à un encadrement plus dense font que les redevances progressent davantage que les rendements : de 5 000 à 70 000 CFA/ha. Comme dans les années soixante, elles absorbent toujours la moitié des revenus des riziculteurs.

Même plus intensive et plus "moderne", la riziculture n'intéressera les paysans que si la progression de leurs revenus excède celle des charges à rembourser. Finalement, son succès tient autant à une politique des prix du riz qu'à une réussite agronomique. Des prix rémunérateurs doivent être imposés pour eux-mêmes, malgré la pression d'intérêts opposés. Ils doivent l'être également par rapport à ceux du mil, qui restent le critère de référence des riziculteurs du Logone. A mesure qu'elle devient plus intensive, la riziculture ne gagne pas nécessairement en productivité.

L'introduction de la riziculture et surtout, sa modernisation récente ont provoqué des changements décisifs dans la plaine du Logone. Une comparaison avec la culture cotonnière des plaines centrales ne semble pas abusive. D'extensives ou plutôt de "semi-intensives", les deux cultures nouvelles ont évolué parallèlement, depuis quelques années, vers des formes de plus en plus intensives. De ce point de vue, les améliorations semblent plus décisives encore pour le riz que pour le coton. Dans les deux cas, le choix de l'intensif est suscité mais, en même temps, menacé par la stagnation des prix des deux produits. Chaque fois, les responsables sont entraînés dans une "course vers l'intensif", sans être certains de l'emporter en productivité, exprimée en valeur de production par unité de travail.

L'avantage incontestable de la riziculture réside dans une production à la fois commercialisable et vivrière. Mais les paysans du Logone disposent au moins d'une autre source de revenus, la pêche. Malgré l'appauvrissement souvent invoqué du fleuve, la pêche reste une activité lucrative et appréciée. Elle freine efficacement l'adoption de la seconde culture du riz en saison sèche. Quant au mil repiqué, il requiert une quantité de travail bien moindre que le riz. La réticence manifestée par les paysans à la riziculture intensive ne provient donc pas seulement

d'un conservatisme paysan ; elle s'explique aussi par des calculs économiques simples.

Tout le riz n'est pas vendu à l'organisme d'encadrement. Une partie de la production est écoulee par un commerce parallèle clandestin et l'autre est destinée à l'auto-consommation. Celle-ci se développe lentement chez les riziculteurs. Mais le riz est surtout devenu l'aliment spécifique des masses citadines.

L'impulsion actuelle à la riziculture n'est pas locale ni même régionale mais le résultat d'une décision à l'échelle nationale. L'objectif consiste à satisfaire les besoins croissants des consommateurs. Le but final de l'opération paraît moins un développement rural de la région productrice que l'auto-satisfaction des besoins nationaux.

Par rapport à la culture cotonnière, la riziculture ne semble pas non plus entraîner une modernisation comparable des techniques culturales. L'abandon de la culture attelée et les tâches entièrement manuelles assignées aux paysans en témoignent. Des conditions favorables à la culture attelée existaient pourtant : la présence d'un cheptel local, la familiarité des riziculteurs avec le bétail bovin. Sans doute, le format de la race locale est-il trop faible pour l'effort de traction exigé par un premier labour de sols argileux. Cependant, le recours à une façon superficielle par un attelage, après le labour mécanique de fond, ferait certainement gagner du temps pour la préparation des rizières. De plus, les riziculteurs ont tendance à acheter de plus en plus de bovins avec l'argent procuré par la vente du riz. Faute d'alléger les travaux agricoles par un bétail de trait, les profits retirés de la culture nouvelle sont réinvestis uniquement en fonction d'objectifs sociaux.

La promotion actuelle de la riziculture inondée le long du Logone n'est pas un phénomène spécifique à la région. La même promotion s'applique à toutes les grandes vallées soudano-sahéliennes. L'orientation et les méthodes adoptées ici sont cependant originales.

Alors que la plupart des pays reconnaissent actuellement les avantages des petits périmètres irrigués, offrant plus d'initiative et de responsabilité aux villageois, c'est le contraire qui prévaut ici. Partie de quelques paysannats le long du fleuve, l'opération a évolué en un grand périmètre hydro-agricole,

moderne par ses techniques mais plutôt périmé par sa conception de l'encadrement.

Les besoins du pays et les efforts demandés par le gouvernement sont tels que la dynamique de l'entreprise rizicole s'accélère. Les paysans suivront-ils ?

6- UN DEVELOPPEMENT INEGAL

Par la durée de l'encadrement et par l'ampleur de certains investissements dont elle a bénéficié, l'agriculture actuelle n'est plus comparable à celle des premières années cinquante. Elle s'est ouverte sur l'extérieur, marché national et même international. Le changement ne s'évalue pas seulement en tonnes de production mais aussi en nouvelles techniques culturales, en insertion de l'économie familiale dans les échanges, en évolution sociale. A l'encontre de ce bilan, somme toute positif, se dégagent des lacunes ou des insuffisances. En simplifiant, les efforts de développement ont négligé une activité, l'élevage, et sacrifié une partie de la région, les montagnes.

- Une activité délaissée : l'élevage

Par rapport aux activités agricoles, l'administration coloniale ne s'était pas désintéressée de l'élevage. Dès avant-guerre, elle s'employa à juguler les grandes épizooties dont souffrait le cheptel. L'activité des vétérinaires de Maroua fut longtemps accaparée par la lutte contre la peste bovine. Cet effort sanitaire se poursuit encore par des campagnes de vaccinations, sans qu'il soit complété par une modernisation parallèle de l'élevage bovin : l'amélioration des pâturages et du cheptel, l'organisation de la transhumance, le passage à un élevage plus intensif par des compléments alimentaires. Dans ce domaine, la seule initiative consista à creuser des mares au bulldozer pour l'abreuvement des troupeaux en saison sèche. En fait, la plupart sont vite polluées et asséchées. Aucun progrès remarquable des techniques traditionnelles d'élevage n'a été tenté. Il semble que cette activité rebute le zèle récent des développeurs.

Alors que l'évolution de l'agriculture devrait tendre vers une association plus étroite des deux activités, leurs rapports deviennent de plus en plus conflictuels, notamment au Diamaré. Faute d'une législation agro-pastorale appropriée et d'une adaptation des méthodes pastorales à des pâturages plus restreints,

les troupeaux sont inexorablement refoulés des plaines centrales. Plutôt que d'abandonner l'élevage extensif, les propriétaires de bétail l'éloignent des anciens pâturages d'hivernage. Mais ceux de remplacement sont moins salubres et peut-être provisoires. La retenue de Pouss a ainsi ennoyé en 1979 des pâturages que les éleveurs du Diamaré venaient d'adopter en hivernage. Les voici à nouveau refoulés. L'encombrement des plaines progressant, les éleveurs perdent régulièrement des pâturages et la surcharge en bétail s'aggrave sur ceux qui restent disponibles.

Le système pastoral traditionnel, reposant sur la complémentarité entre les pâturages d'hivernage dans les plaines exondées et ceux de décrue des "yaéré", lâche par le premier maillon. Comme partout ailleurs en zone soudano-sahélienne fortement peuplée, les éleveurs cèdent du terrain devant le déploiement des cultures. Ils sont sur la défensive, sans renoncer pour autant à leurs anciennes méthodes. Il faut avouer qu'aucune proposition de changement ne leur est offerte. De plus, la plupart ne sont pas éleveurs purs mais en même temps cultivateurs ou commerçants. Par cette autre activité, ils participent au progrès rural. Pour eux, l'élevage ne revêt plus l'importance primordiale d'autrefois.

- Des oubliés à part entière : les montagnards

Plus encore que les agro-éleveurs du Diamaré, les montagnards sont les véritables oubliés du développement rural.

Ils n'ont bénéficié d'aucune politique globale et cohérente. Sélection de variétés adaptées, traitements des semences, protection des récoltes, promotion de nouvelles productions, autant de problèmes de l'agriculture montagnarde non résolus.

Les innovations récentes en montagne sont largement spontanées : extension de l'arachide dans les vallons, essor de cultures secondaires (tabac). Seule la pomme de terre a bénéficié par endroits d'une aide du service de l'agriculture (Mogodé, Doumo).

Pour les développeurs, les montagnes ne représentent que des réservoirs de migrants potentiels. L'opération intégrée de Guider n'a englobé qu'à la fin quelques massifs encore peuplés. Les massifs désertés ne sont l'objet d'aucun reboisement, malgré les dangers qu'ils représentent pour les plaines situées en contrebas.

Une opération de reboisement et de lutte anti-érosive (banquettes sur versants, petits barrages dans les talwegs) fut entreprise sur le plateau intérieur aux monts Mandara au cours des années soixante. Comme souvent dans ce genre d'opérations, la conception en fut uniquement technique, sans prendre en compte ni intégrer les populations locales. Elles ne furent sollicitées que pour l'embauche de manoeuvres. Les aménagements ne s'intégrèrent pas dans une mise en valeur concertée du sol : cultures interdites dans l'aire des reboisements, barrages inutilisés pour des cultures irriguées en aval. Aussi la population se désintéressa-t-elle de l'entretien des banquettes et des barrages. Les arbres plantés ne présentent guère d'intérêt et végètent en taillis.

Plus récemment, un programme un peu similaire consiste à édifier de petits barrages pour approvisionner en eau les montagnards. Dans une première phase, il concerne 100 000 d'entre eux et son budget s'élève à plus d'un milliard CFA, ce qui montre son ampleur. A défaut d'une intervention dans le domaine agricole, l'amélioration porte sur les conditions de vie des montagnards. Objectif théorique car les risques de pollution de l'eau des petites retenues ne semblent pas maîtrisés à long terme.

Une nouvelle fois, l'association avec les principaux intéressés se limite à l'emploi de manoeuvres. L'utilisation agricole des petits barrages reste indéterminée. Autres conséquences imprévues : la création de retenues d'eau permanentes ne favorisera-t-elle pas le pullulement de moustiques, vecteurs de paludisme ? Ne multipliera-t-elle pas les gîtes à bilharzies ?

La nécessité d'un développement rural plus équilibré de la région ne signifie pas que tous les secteurs doivent satisfaire de la même façon les besoins vivriers et monétaires des populations. Des échanges intra-régionaux favorisent des complémentarités de productions agricoles. Mais un développement rural mieux conçu ne devrait entériner l'abandon d'aucune partie de la région, encore moins des parties les plus peuplées.

Sous prétexte d'utilisation rationnelle du territoire, les experts ne décrètent qu'un "avenir médiocre aux massifs" : c'est faire fi d'immenses investissements humains et du droit des montagnards à choisir eux-mêmes leur destin. Un développement rural moins soumis aux critères de marché mais plus social, plus humanisé, devrait, au contraire, réhabiliter l'économie montagnarde.

Les chercheurs, et notamment les géographes, ne portent-ils pas une part de responsabilité dans la dépréciation des montagnes par les développeurs ? Ils ont dit et redit combien la civilisation agraire des montagnards était parfaite, donc sans possibilités d'améliorations. Ajustée à un peuplement très dense, l'agriculture montagnarde en serait devenue prisonnière : elle ne pourrait déboucher que sur une économie de subsistance. De façon paradoxale, la réussite ancienne étonnante de l'agriculture montagnarde bloquerait toute évolution.

Certains massifs, comme ceux de Guider, ne furent occupés que sous la pression de circonstances historiques. Ils n'ont jamais offert à leurs occupants que des conditions "super-marginales" (GOUROU, 1971). Dans le contexte économique actuel, tous les massifs relèveraient d'une situation marginale, terme ambigu mais suggestif.

Ce constat pessimiste n'a pas manqué de démobiliser les développeurs qui en ont tiré les conséquences. Ou bien, à l'inverse, les appréciations rapides des développeurs furent prises en compte par les chercheurs, sans être remises en cause. L'économie montagnarde est alors condamnée d'une seule phrase, par exemple celle-ci : "On ne peut espérer un développement économique même limité sur ces sols, ce qui condamne ces zones, soit à une agriculture marginale de survie, soit éventuellement à une affectation en zone de protection et de reboisement" (B.D.P.A., ss date).

Devant les conséquences graves qu'entraîne un tel parti pris, il importe d'abord de rectifier le diagnostic. Malgré ses aspects spectaculaires, l'agriculture montagnarde n'est pas parfaite. Elle présente même d'indiscutables faiblesses.

La fertilisation des terres n'est pas systématique : il n'existe pas de fabrication régulière de fumier, malgré l'amorce d'un élevage à l'étable ; les déchets domestiques ne sont épandus que sur les champs avoisinant les habitations. Le problème de la fertilisation des terres se pose d'autant plus que le mil est une culture riche, exportatrice d'éléments minéraux. Sans apports compensateurs, elle provoque un appauvrissement progressif des sols.

Les travaux agricoles dépendent de la saison pluvieuse mais de plus, ils se concentrent en une pointe de travail excessive en début des pluies. Dès le mois d'août, les temps de travaux sont réduits de moitié par rapport à mai. Ce chômage partiel au coeur de la saison agricole alimente des migrations saisonnières de montagnards. Il pourrait être mis à profit par des cultures à cycle court et à semis tardif (pomme de terre ?).

Au parc arboré dense et de belle venue des piémonts s'oppose fréquemment un semis plus discontinu ou maigre en montagne. L'existence d'un bocage d'arbres fourragers apporterait un complément à l'alimentation du bétail à l'étable, fournisseur de fumier.

Il est possible de remédier à ces insuffisances. Mieux, un développement montagnard original devrait mettre à profit les particularités offertes par le milieu.

Dans la perspective d'un tel projet, HALLAIRE (1976) propose quelques orientations : améliorations de plantes secondaires tardives, introduction de cultures maraîchères, d'une arboriculture et encouragement à l'élevage, notamment du petit bétail. Toutes ces suggestions concernent des produits commercialisables dont l'insuffisance actuelle apparaît le handicap le plus sensible de l'économie montagnarde. Il suffit de prendre l'exemple du plateau de Jos, en situation comparable, devenu gros producteur de pommes de terres irlandaises, facilement écoulées sur le marché nigerian.

La production vivrière devrait elle-même bénéficier d'améliorations. La sélection des sorghos "tchergué" devrait être poursuivie. C'est un caudatum à couleur jaune, peu fréquente, spécifique des montagnards. Contrairement aux autres sorghos, il peut être semé dès les premières pluies. Ses semences présentent la particularité de résister aux périodes de sécheresse qui interrompent le début de la saison pluvieuse. Elles peuvent rester en terre plus de deux semaines avant de germer. Cela en fait un sorgho un peu plus précoce que ceux de plaine, une particularité qui gagnerait à être améliorée.

Les montagnards pratiquent une sélection empirique, en choisissant les plus belles panicules après la récolte. Mais ces différences tiennent autant aux variations de fertilité des sols à l'intérieur des champs qu'à des héritages

qu'il était légitime de se demander si cette culture méritait encore d'être encouragée. La revalorisation récente des prix lui a redonné de l'intérêt. Pourtant, elle serait davantage le résultat d'une "politique sociale" à l'égard des planteurs que d'une conjoncture favorable. Cela souligne encore davantage la fragilité d'un développement rural fondé sur la seule culture cotonnière (1).

Aux inconvénients agronomiques s'ajoute souvent le reproche d'une activité "extravertie", tournée vers la satisfaction de besoins et de marchés étrangers. A présent, un traitement industriel sur place d'une partie de la production (filature, tissage) intègre davantage le coton au développement régional.

La culture cotonnière est également accusée d'être une culture commerciale pure, sans autre intérêt que le numéraire. Cette affirmation, valable au niveau du producteur, ne l'est plus à celui de la région. Les graines de coton, autrefois exportées, fournissent maintenant par raffinage une huile de table largement consommée dans la région et du tourteau de coton, aliment concentré pour le bétail.

Il n'en reste pas moins évident que le développement rural des plaines centrales ne devrait pas dépendre exclusivement de la culture cotonnière. D'autres voies sont à chercher, tenant compte à la fois de la saturation en cours du peuplement et du risque d'appauvrissement de sols "sur-cultivés".

Ici aussi, une agriculture plus intensive, accessible à la masse des cultivateurs, passe par une association avec l'élevage. Elle suppose des cultures fourragères mais aussi des reboisements utiles. Au lieu des bandes brise-vent des années soixante et des reboisements compacts de l'opération "Sahel vert", sous-trayant autant de terres aux cultivateurs, l'arbre doit être associé aux activités agricoles et pastorales. La promotion des arbres fruitiers et fourragers implique une nouvelle "politique de l'arbre".

Les plaines centrales offrent des possibilités exceptionnelles pour une agriculture irriguée de type villageois. De grandes rivières y débouchent, aux larges lits sableux à sec en saison sèche. Mais sous les sables et les alluvions s'écoulent lentement des nappes phréatiques à faible profondeur, pratiquement inexploitées.

(1) Le "forcing" sur la production cotonnière est comparable à la démarche appliquée pour l'arachide sénégalaise : plus les prix agricoles deviennent défavorables, plus la production est poussée.

génétiq.ues. Une sélection massale rigoureuse devrait s'effectuer en cours de développement végétal, par repérage des pieds au meilleur comportement (largeur des feuilles, grosseur de la tige puis poids de la panicule) dans un contexte de fertilité donné. Les montagnards privilégient aussi les variétés à tiges longues pour les besoins de construction (toiture), mais leur rendement est souvent moindre que les variétés à tiges plus courtes.

Le charbon qui provoque, chaque année, de grandes pertes, pourrait être jugulé par une désinfection des semences. De même, une intervention pourrait s'appliquer à une meilleure conservation des grains, de façon à réduire les dégâts considérables occasionnés par les parasites.

Enfin, l'association étroite d'un élevage à l'étable avec l'agriculture soulève moins de difficultés dans le cadre de systèmes agricoles intensifs qu'extensifs. La coutume du boeuf de case peut servir de point de départ pour un élevage d'embouche, en stabulation. La bonne réponse des sols de montagne à une fumure organique se traduit par des rendements en mil très améliorés, plus de 2 tonnes contre 8 à 10 qx/ha.

Dès les années soixante, SAURAT proposait l'introduction dans les monts Mandara d'une légumineuse, le pois Dolique, en culture dérobée. Semé en septembre, il couvre le sol en saison sèche après la récolte des mils, fertilise les terres et procure un fourrage vert disponible jusqu'en juin et des pois jusqu'en mai. A notre connaissance, cette culture de contre-saison n'a jamais été diffusée. Sa combinaison avec celle des mils plus précoces assurerait les bases d'une intégration d'un élevage de petit bétail à l'agriculture.

Un tel programme, bien conduit, transformerait les monts Mandara en grenier à mil de la région, alors qu'actuellement ils sont souvent déficitaires. L'urbanisation, le déséquilibre vivrier provoqué par la culture cotonnière confèrent davantage d'importance et de vigueur au commerce du mil. L'affolement fréquent des prix du mil sur les marchés est un indicateur de déséquilibre économique régional. L'offre tend à devenir insuffisante par rapport aux besoins de la région et des régions voisines déficitaires (Adamaoua).

Alors que les plaines du Diamaré se sont orientées vers le coton, celles du Logone vers le riz, l'absence de vocation agricole des monts Mandara a

souvent été déplorée. Pourquoi une production intensive de mil, fondée sur une association agriculture - élevage en stabulation, n'assurerait-elle pas à ces montagnes les bases d'un "projet" de développement rural ?

- Pour un autre développement des plaines

Dès son lancement, la culture cotonnière est devenue la spécialité agricole du Diamaré et des plaines centrales. Elle a entraîné une modernisation des techniques culturales, notamment par l'adoption de la culture attelée. Mais la répartition des attelages ne s'est pas faite de manière uniforme : des cantons ont très vite atteint un seuil de saturation, entraînant un sous-emploi des char-rués, tandis que d'autres demeuraient dans un état de sous-équipement. Ces disparités ne tiennent pas aux conditions du milieu naturel, souvent favorables, mais à l'inégale diffusion de la culture cotonnière.

L'intérêt de la culture attelée n'est pas complet si elle ne débouche pas sur une fumure organique des terres : les sols travaillés en profondeur se dégradent vite sans apport de fumier. La société cotonnière n'a pas réussi cette amélioration décisive des méthodes culturales. Entre-temps, elle a introduit un système cultural semi-intensif, par le raccourcissement des jachères dans les rotations, ce qui supposait encore un appoint de fumure. Sans cet apport, le nouveau système ne se maintient qu'en sols fertiles mais il devient dégradant pour les autres. La culture attelée elle-même ne présente plus qu'un avantage limité ; elle est remise en cause dès les mauvaises récoltes.

Pour suppléer l'absence de fumier, la société cotonnière s'est engagée dans l'utilisation généralisée d'engrais chimiques. Mais ceux-ci sont de plus en plus onéreux et ne seraient pas accessibles aux paysans en l'absence de subventions. Ils impliquent une augmentation sensible des rendements ; la culture attelée s'avère moins apte à y parvenir que la motorisation des labours. Ces choix successifs entraînent une dérive vers des méthodes culturales de plus en plus sophistiquées, hors de portée des "planteurs" moyens. Le développement par le coton risque de devenir de plus en plus inégalitaire.

La longue stagnation du prix d'achat du coton a également conduit vers une culture résolument intensive : il s'agissait de récupérer par la hausse des rendements le manque à gagner. La valeur du coton était devenue tellement faible

Dans la plaine de Mora, quelques Bornouans et Mandara pratiquent des cultures d'oignons en saison sèche, irriguées au moyen de puits à balanciers. Ils montrent l'exemple d'autres possibilités de mise en valeur que le coton. Une double culture annuelle est possible dans les plaines les plus peuplées grâce à une irrigation convenant à des cultures exigeant beaucoup de travail en période de sous-emploi agricole : légumes locaux, canne à sucre, maïs, fourrages ...

Les cultivateurs de plaine ont su faire preuve d'initiative en réaménageant leur système cultural après l'introduction du coton. Rien ne devrait s'opposer à ce qu'ils adoptent une culture irriguée de saison sèche à partir de petits aménagements à l'échelle villageoise.

- Une activité qui se dérobe au "développement" : la pêche

La région est bordée par deux grandes rivières réputées très poissonneuses. La pêche y revêt une importance économique non négligeable, surtout le long du Logone. Ce rôle fut assez tôt soupçonné par l'administration française. Des inventaires de techniques de pêche et des analyses de circuits commerciaux apportèrent des renseignements précieux au cours des années cinquante et soixante. Mais la pêche est une activité ancienne qui n'a cessé d'évoluer.

La production actuelle de poissons et les revenus qu'elle représente sont mal connus mais il est certain qu'elle mobilise de nombreuses personnes, qu'elle procure des quantités de poissons nettement supérieures aux besoins des riverains et qu'elle donne lieu à un commerce actif. En fait, les principales zones de pêche débordent largement les limites de la région en aval du Logone tandis qu'au contraire, des pêcheurs nigériens remontent la Bénoué dans sa partie camerounaise. L'aire couverte par les commerçants, revendeurs et détaillants, excède aussi la région. Par la masse de sa population, celle-ci fixe pourtant un véritable réseau commercial du poisson, centré sur la place de Maroua.

Les techniques de pêche restent traditionnelles. La répartition des zones de pêche relève d'une organisation coutumière et échappe entièrement à l'administration. Cette activité n'a intéressé les développeurs que de façon épisodique. Elle partage avec l'élevage l'inconvénient d'être mobile, difficile d'accès par la route et de se dérober aux contrôles. Des initiatives locales et éphémères ont porté sur la mise au point de pirogues améliorées. La seule véritable innovation fut l'introduction du fil nylon.

Les traitements traditionnels du poisson, séchage ou fumage, sont des procédés bien adaptés aux goûts des consommateurs et peu dispendieux. Des tentatives, déjà anciennes, d'amélioration de ces traitements par la technique du salage, ont échoué. L'emploi des désinsectisants ne s'est pas généralisé (COUTY, 1964).

Le commerce du poisson présente aussi avec celui du bétail l'originalité d'être entièrement aux mains des habitants de la région. Il s'est mis en place de façon endogène et l'administration ne parvient pratiquement pas à le contrôler. Son organisation est particulièrement complexe mais efficace puisque tous les marchés de la région sont approvisionnés. Son fonctionnement est assez souple pour s'adapter aux saisons, à l'inégal accès aux zones de pêche, aux variations de types de poissons et de quantités mises sur le marché. D'un autre côté, il n'est pas replié sur lui-même. Autrefois, le transport s'effectuait à dos d'ânes, des zones de pêche au centre du Diamaré. Dès la création d'un réseau de pistes, les plus gros commerçants ont compris les avantages du transport par camions.

Ce commerce échappe aussi aux initiatives externes ; il n'est pas coordonné ni organisé par l'administration. Contrairement à celui du mil qu'elle réglemente de temps à autre, elle se contente ici de prélever des patentes sur des commerçants à plein temps. Des essais de "coopératives" de commercialisation, suscitées en fait davantage par l'administration que par les pêcheurs, n'ont pas survécu.

De la pêche à la vente aux consommateurs, cette "filière" a donc largement échappé aux interventions externes. La pêche est une activité "marginale", dans le sens qu'elle n'offre pas de prise à un changement élaboré et décidé de l'extérieur. Elle fonctionne en marge des services techniques et financiers officiels.

L'autonomie de cette activité ne veut pas dire qu'elle n'affronte pas de difficultés. Dès les années soixante, des diagnostics de surexploitation étaient formulés à l'encontre de pêcheurs nigériens sur la Bénoué et des Massa au Logone. Alors que les pêcheurs professionnels, comme les Kotoko au nord, contrôlent assez bien leurs prises, les Massa, agriculteurs-pêcheurs saisonniers, ratissent les bancs de poissons sans se limiter aux adultes.

D'un autre côté, la réduction des crues par suite des sécheresses des premières années 70 et de l'endiguement du Logone limite le débordement des eaux sur les plaines où les poissons trouvent de bonnes conditions de croissance au fil des ans, contraignant les pêcheurs à des déplacements de plus en plus lointains en aval du fleuve, aux dépens des travaux agricoles.

En même temps, la demande de poissons ne fait qu'augmenter dans la région : la population s'accroît rapidement et, surtout, les revenus retirés des cultures commerciales lui procurent des moyens monétaires. Les ruraux cherchent à améliorer leur alimentation par l'achat de poissons. C'est un produit sur lequel se répercute immédiatement toute amélioration du niveau de vie de la masse rurale la plus pauvre. Les prix du poisson subissent une véritable flambée au cours des années 70, doublant en seulement trois ou quatre ans.

La tension entre un marché florissant et un amenuisement des ressources piscicoles provoque une "surchauffe" de cette activité traditionnelle. Aucune initiative de protection, de gestion ou d'exploitation rationnelle de la faune aquatique n'est entreprise, en partie parce que ces fleuves sont internationaux.

C'est dans ce contexte qu'intervient, en 1979, la mise en eau de la retenue de Pouss pour irriguer de nouvelles rizières établies en aval de la digue-barrage. Si ce lac artificiel de 35 000 ha est une nouvelle épreuve pour les éleveurs qui perdent de bons pâturages, il devient une panacée pour la pêche. Le recouvrement saisonnier d'anciennes savanes herbeuses reproduit le mécanisme des inondations de "yaéré" et reconstitue un milieu favorable pour l'empoissonnement rapide du lac. Les pêcheurs ne tardent pas à s'en rendre compte et à installer des campements provisoires le long des rives.

La pêche est tellement rémunératrice qu'elle débauche des riziculteurs de leurs rizières. La société rizicole réagit en limitant sévèrement la pêche sur le lac. Mais comment surveiller de telles étendues ! Des riverains, plus pêcheurs qu'agriculteurs, feignent de s'adonner à la riziculture pour obtenir le droit de pêcher, leur première préoccupation (1).

(1) "Du poisson ou du riz ?", ainsi s'intitule de façon percutante un article récent du magazine "Jeune Afrique Economie" consacré à l'opération SEMRY. Il résume bien les deux termes de l'alternative entre lesquels oscillent beaucoup de riverains du Logone.

Ce n'est pas la première fois que des bénéficiaires d'opérations de développement font mine d'y adhérer mais se dérobent des objectifs officiels. Ici, l'écart entre les deux stratégies les rend difficilement conciliables. Des travaux requérant des milliards CFA d'investissements, destinés à résoudre un enjeu national, sont déviés de leur objectif, réinterprétés et réutilisés à des fins différentes par une partie de la population en place. Cela provient de ce que la pêche n'est aucunement prise en compte dans l'opération rizicole. Pourtant, elle risque fort d'en perturber le déroulement tel qu'il était prévu.

Cette constatation n'est pas propre à la région. La plupart des grands travaux hydro-agricoles et des barrages en Afrique tropicale créent actuellement de vastes plans d'eau qui deviennent le lieu d'une pêche active. Certains riverains se reconvertissent alors avec une rapidité déconcertante de l'agriculture à la pêche. Bien souvent, cette activité n'était pas prévue par les initiateurs de ces travaux ou, du moins, pas avec cette ampleur.

L'importance réelle d'une activité considérée comme "marginale" ne se dévoile ouvertement que lorsqu'elle met en échec les grands projets agricoles. Quand sera-t-elle incluse à part entière dans des programmes de développement intégré ?

7- LES TENDANCES ACTUELLES

Les orientations actuelles du développement rural, telles qu'elles ressortent des opérations en cours ou en projet dans la région, remédient en partie aux insuffisances anciennes tout en suscitant également des inquiétudes. Ainsi, l'évolution du rôle de la société cotonnière apparaît-elle ambivalente. L'agriculture irriguée prônée ou prévue le long des grandes vallées ne correspond pas à celle qui conviendrait le mieux à la région.

- Du développement cotonnier au développement "intégré"

Au milieu des années 70, la société cotonnière est nationalisée comme les autres organismes chargés de l'encadrement des principales cultures d'exportation. En même temps, ses attributions ne se limitent plus au coton et à sa filière, des semis par les planteurs à la mise en vente sur le marché mondial. Elles s'étendent à d'autres cultures, dans une perspective d'ouverture des interventions.

La société cotonnière participe directement à de nouvelles opérations de développement "intégré", lancées à la fin des années 70. Cette mutation est bénéfique à plusieurs points de vue : l'action de la société n'est plus aussi sectorielle que par le passé, ses moyens financiers et son efficacité sont mis au service d'autres productions agricoles.

D'un autre côté, la diversification des activités de la société cotonnière lui procure une influence encore plus décisive dans le développement rural de la région. Les productions agricoles privilégiées par la recherche et les aides sont celles qui concilient la culture du coton, par exemple le riz pluvial ou le maïs, aux dépens du mil sous pluie. Même une amélioration des mils repiqués ou l'intensification de leur culture, pourtant si profitables à l'essor du coton, n'intéressent toujours pas les responsables cotonniers, on ne sait pour quelle raison.

Ainsi les choix de la société cotonnière s'imposent-ils dorénavant sans contrepartie. Ils engagent les efforts de développement selon une direction unique et discutable.

Sans doute la société cotonnière finance-t-elle des opérations de développement "intégré" mais à condition qu'elles concernent des secteurs à coton. Les montagnards se trouvent, une nouvelle fois, mis à l'écart des aides au développement. Par contre, les secteurs de colonisation agricole échappent encore moins qu'autrefois à l'impératif de la production cotonnière.

La société cotonnière s'engage dans un développement plus global sans qu'il soit tout à fait intégré. Elle élargit simplement son intérêt à quelques cultures vivrières tout en écartant, par exemple, l'objectif d'une association de l'élevage à l'agriculture. Au contraire, elle oriente ses efforts vers la motorisation, l'utilisation d'engrais, d'urée et d'herbicides. Les tonnages utilisés pour ces produits augmentent d'année en année. Ils traduisent un choix en faveur d'une politique de culture cotonnière sophistiquée. Entraînant une dépendance à l'égard des technologies étrangères, elle n'est certainement pas la mieux adaptée aux conditions locales.

On a l'impression inquiétante que les erreurs commises lors des grandes exploitations motorisées d'après-guerre sont en train de se répéter.

- Quelle agriculture irriguée ?

Des cultures irriguées offrent une perspective agricole intéressante pour des populations denses, encore qu'elles ne doivent pas entraîner une dépréciation des cultures sous pluie, toujours plus productives par rapport au temps de travail. Mais elles permettent d'ajouter au moins une récolte à celle de la saison des pluies. Le gain de productivité devient surtout valable pour les cultivateurs à partir d'un seuil de peuplement tel qu'une seule récolte ne procure plus de ressources suffisantes pour assurer l'entretien alimentaire et des disponibilités monétaires devenues indispensables.

Ce seuil n'est probablement pas atteint seulement dans les montagnes mais aussi dans quelques plaines centrales et du Logone. Dès lors, le passage d'une agriculture sous pluie à un système qui la complète par une irrigation de saison sèche devient possible. Il est déjà franchi ou en voie de l'être dans la région. Selon quelles modalités ?

La riziculture des plaines du Logone fournit un exemple saisissant de grands travaux hydro-agricoles, d'une culture irriguée organisée et de paysannes étroitement encadrées en vue d'une production privilégiée. De la même façon que la société cotonnière, l'organisme rizicole commence à peine à s'intéresser au secteur vivrier traditionnel. Il le consent dans la mesure où des insuffisances de ce côté risquent de freiner l'essor de la culture encadrée. La préparation au tracteur des champs de sorghos des riziculteurs déplacés permet ainsi de les libérer plus tôt pour la confection des rizières.

Par contre, la pêche est découragée, réglementée ou interdite : elle accapare du temps soustrait aux travaux dans les rizières et elle procure des revenus qui rivalisent avec ceux de la riziculture. Pour les paysans du Logone, elle représente au contraire un complément utile à leur activité agricole. De ce point de vue, l'agriculture irriguée dirigiste entre en opposition avec les objectifs plus larges des populations rurales.

En 1982 commence la mise en eau du barrage de Lagdo sur la Bénoué, en amont de Garoua. Il fournira toute la région en électricité et s'accompagnera de l'irrigation des terres alluviales situées en aval. Les canaux desserviront ainsi un grand complexe sucrier.

Par contre, de vastes plaines alluviales seront submergées en amont. En aval, le niveau de la crue sera réduit. Il remettra en cause les cultures de mil repiqué sur les argiles autrefois engorgées et gonflées d'eau par les crues saisonnières.

Le fonctionnement des barrages hydro-électriques et hydro-agricoles donne toujours la priorité au premier objectif. Néanmoins, la construction d'un autre barrage sur le Mayo Oulo est déjà en cours d'adjudication tandis qu'un troisième est en projet sur la Tsanaga. La région entre dans l'ère des barrages, comme beaucoup d'autres en Afrique tropicale. Quel profit le développement rural retirera-t-il de ces grands aménagements ? N'est-on pas en présence d'un "mythe du barrage", dispensateur de prospérité ?

La petite culture irriguée villageoise, à partir des nappes phréatiques abondantes de la région, semble délaissée au profit des grands travaux. Ils entraînent, de façon presque inévitable, la formule des grands complexes agricoles. Les systèmes agricoles villageois risquent d'en être profondément perturbés. La culture du mil repiqué régressera alors qu'elle est devenue le soutien vivrier des populations de plaines (1).

Il est à craindre que les grands barrages ne profiteront que fort peu aux populations rurales, quand ils ne les évinceront pas de leurs terres.

8- CONCLUSION

L'histoire du développement rural au Nord du Cameroun juxtapose des phases qui se retrouvent probablement en d'autres régions soudano-sahéliennes. Des décalages dans leur succession n'en altèrent pas l'identité logique.

Sauf quelques exceptions, l'exigence du développement rural de ces régions fut tardive tant leurs possibilités agricoles, surestimées par les explorateurs, furent dépréciées par les administrateurs coloniaux. La prise de conscience de cette exigence se confondit avec l'obligation de produire avant tout pour vendre. En fait, le choix était limité : arachide, coton, riz représentaient les seules spéculations possibles.

(1) Cette conséquence prévisible n'est pas sans analogie avec la condamnation que font peser les barrages de régularisation du fleuve Sénégal sur les cultures de décrue de sa vallée moyenne.

Qu'il s'agisse de l'une ou de l'autre de ces productions, la grande culture mécanisée lancée après-guerre se heurta rapidement à des déboires pour aboutir à des échecs. L'agriculture moderne n'étant pas viable, restait la solution d'introduire ces cultures auprès des cultivateurs.

Des organismes s'en chargèrent de façon plus ou moins maladroite. Obsédés par les résultats d'une seule production imposée aux paysans et poussée par tous les moyens, ils ne se préoccupèrent pas des perturbations subies par les autres cultures ni des déséquilibres enregistrés par les systèmes cultureux. Le développement fut sectoriel, d'abord extensif puis de plus en plus intensif en fourniture de temps de travail. Mais le développement d'une culture, cela n'engendre qu'un pseudo-développement rural.

Du point de vue spatial, le développement fut inégal, en portant sur quelques secteurs et en ignorant d'autres. Ce choix engendra des déséquilibres encore sensibles. Ils entraînent des déplacements de population et de nouveaux contrastes de peuplement. Ils défont l'organisation ancienne d'une région.

D'un autre côté, les secteurs d'intervention deviennent l'objet de la sollicitude des pouvoirs publics : l'encadrement agricole, les équipements de base s'y concentrent. Cependant, des interventions multiples ne sont pas toujours bénéfiques à long terme pour les secteurs qui les reçoivent. Une production agricole forcée excède bientôt les possibilités de leurs sols. Epuisement des sols, menaces érosives : la sauvegarde du milieu naturel est menacée quand les interventions se multiplient.

Des réorientations récentes tendent à corriger l'effort trop spécialisé des années précédentes. Mais le développement "intégré" n'est encore qu'un objectif lointain. Par contre, l'inégalité géographique des populations face aux aides de développement prévaut toujours. Elle risque même de s'accroître.